

# Cartographie des motivations derrières les conflits : *Province Orientale (RDC)*

Steven Spittaels & Filip Hilgert

POUR LA RECONSTRUCTION DE LA RDC TOUS  
LES INDIVIDUS DOIVENT CONTRIBUER AU  
FINANCEMENT DU BUDGET DE L'ETAT EN  
PAYANT LIBREMENT LEURS IMPOTS



# Editorial

**Recherche et rédaction:** Steven Spittaels & Filip Hilgert  
**Mise en page:** Anne Hullebroeck

Anvers, le 17 March 2010

**Photo couverture:** Le bâtiment de la Direction Générale des Impôts à Bunia ( IPIS, 2009)

TRADUCTION – ORIGINAL EN ANGLAIS FAIT FOI



« Ce projet est partiellement financé par l'Union européenne et l'Agence belge de Coopération au Développement (DGCD). Le contenu de ce projet reste la seule responsabilité de IPIS et ne peut en aucun cas être pris comme le reflet du point de vue de l'Union européenne ou de l'Agence belge de Coopération au Développement ».



# Résumé

Les districts de l'Ituri, du Haut-Uele et du Bas-Uele ainsi que le territoire de Bafwasende continuent de souffrir de la présence de groupes armés. De manière générale, la puissance des groupes armés dans la province Orientale est limitée, et leurs effectifs ne sont pas nombreux. De plus, il y a une présence considérable de l'armée congolaise.

Les deux districts de l'Uele se situent au nord de la province Orientale, ayant une frontière commune avec la République Centrafricaine et le Soudan. Dans le courant de l'année 2009, ces deux districts ont à maintes reprises été cités dans l'actualité concernant la situation en RDC à propos de la traque aux rebelles de la LRA (Lord's Resistance Army, Armée de Résistance du Seigneur). Cette traque a chassé la LRA de ses bases dans le parc de la Garamba. Elle a en outre précipité la fragmentation du groupe armé en un nombre de petites unités, qui se sont éparpillées dans plusieurs endroits, commettant sur leur passage un nombre abyssal de violations des droits de l'Homme envers la population civile.

La stratégie de la LRA semble quasi exclusivement orientée vers la survie. Le groupe armé ne s'attaque pas à des cibles stratégiques, ni ne combat dans le but d'acquérir un contrôle des ressources naturelles, et si jamais il a été poussé par un agenda politique ou social, ces griefs ne sont plus du tout reflétés dans son attitude sur le terrain.

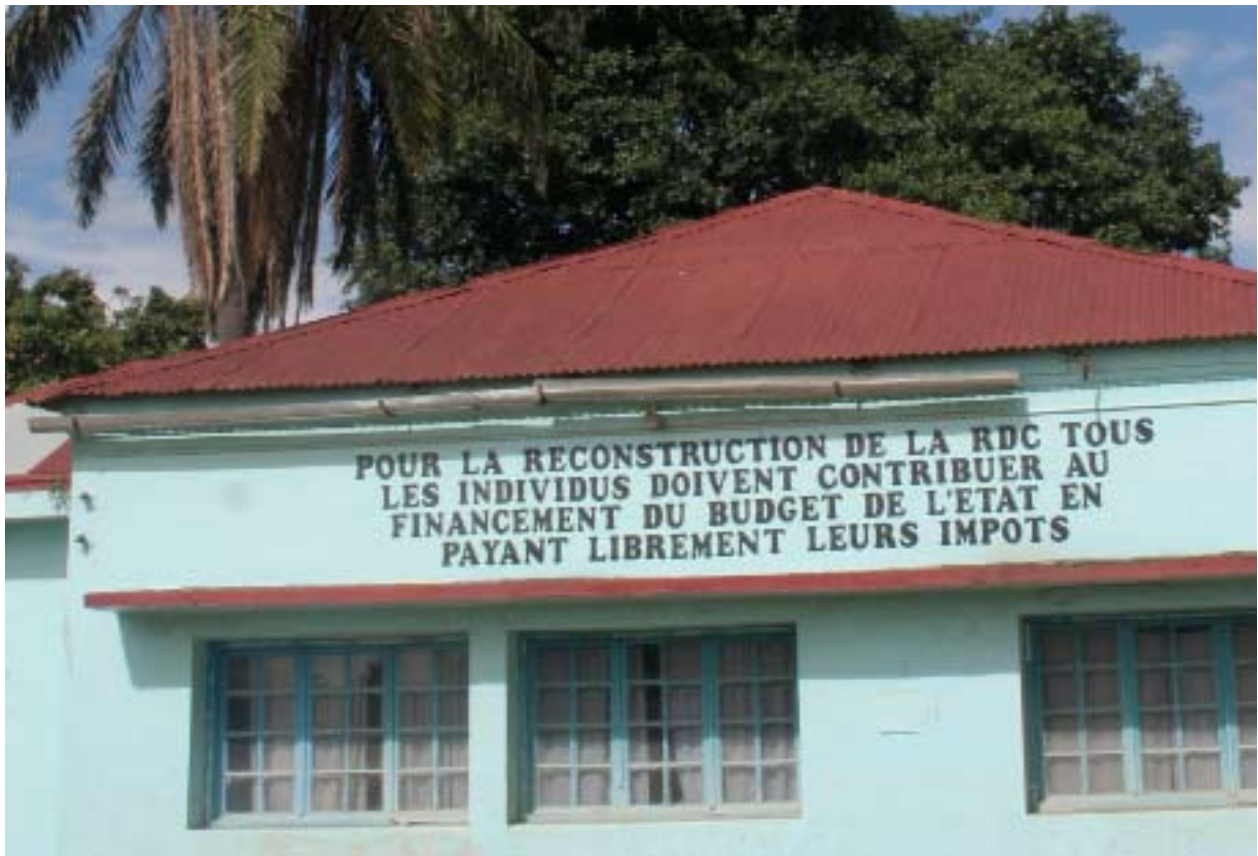
Les milices restantes présentes dans les territoires d'Irumu et de Djugu dans le district de l'Ituri, ont également été la cible d'opérations militaires, ce qui les a considérablement affaiblies. En novembre 2009, il ne restait plus que deux groupes actifs sur le terrain. Parmi ces deux groupes, le plus important est le FRPI qui tient son quartier général dans le territoire d'Irumu. Le FRPI se dénombre à environ 200 combattants. Cette milice tient à se cacher, mais reste néanmoins près de ses zones tribales. Bien que le FRPI soit pratiquement encerclé par les FARDC, il semblerait qu'il ne se sente pas tellement menacé dans cette position pourtant précaire. Les membres du FRPI n'ont pas d'agenda clair, mais ils peuvent être instrumentalisés pour avancer l'agenda d'autres.

En comparaison avec toutes les autres provinces de l'est de la RDC, il ne reste que peu de milices mai-mai actives en Orientale. Deux groupes importants continuent d'opérer dans cette province, ayant chacun des positions dans le sud-est du vaste territoire de Bafwasende, à l'endroit où se situe le Parc national de la Maiko. Jusqu'à récemment, ils n'étaient pas vraiment menacés et leur motivation semblait principalement basée sur l'accapuration de ressources naturelles.

Tant bien que mal, ces groupes résistent aux opérations militaires des FARDC et continuent d'être une source d'insécurité dans la région. Rien que regardant le nombre de soldats gouvernementaux et celui des rebelles, cela est saisissant. Beaucoup d'hommes de troupe des FARDC, mal payés et alimentés, n'ont pas vraiment la motivation de s'attaquer aux groupes armés et de gérer le problème. Ils préfèrent garder leurs positions et dissuader les activités rebelles par leur simple présence, au lieu de risquer leur vie dans des échauffourées. De plus, plusieurs unités des FARDC, particulièrement en Ituri, sont (ou ont été) impliqués dans des trafics lucratifs de minéraux et de bois de construction. Ces unités, et leurs commandants en premier lieu, ont certainement un intérêt à prolonger leur déploiement dans ces territoires.

# Table des matières

Résumé	3
Table des matières	4
Introduction	5
Partie 1 : les acteurs des conflits	7
1.1. L'Armée de Résistance du Seigneur	7
1.2. Milices de l'Ituri	9
1.3. Mai-Mai	11
1.4. FARDC	12
1.5. UPDF	12
Partie 2 : Présentation de la collection cartographique	13
2.1. Sources cartographiques	13
2.2. La carte de base 'Province Orientale'	14
2.3. Les cartes 'dynamiques'	14
2.4. Les cartes 'statiques'	15
2.5. La carte 'rapports'	15
Partie 3 : Analyse	16
3.1. Les districts de l'Uele	16
A. Motivations de la LRA	16
B. Motivations des Mbororo	18
C. Motivations des FARDC	19
3.2. Ituri	21
A. Motivations des milices	22
B. Motivations des FARDC	23
C. Motivations derrière le conflit frontalier RDC/Ouganda	27
3.3. Le territoire de Bafwasende	28
A. Motivations des Mai-Mai	28
B. Motivations des FARDC	29
Conclusion	30
Recommandations	32
Annexe 1: Liste des abréviations	34
Annexe 2: Comment utiliser les cartes web	36



Le bâtiment de la Direction Générale des Impôts à Bunia (IPIS, 2009)

## Introduction

Avec la publication de ce quatrième rapport cartographique 'Cartographie des motivations derrière les conflits : Province Orientale (RDC)', IPIS fait la liaison entre deux régions déjà étudiées par le passé : les provinces du Kivu en République Démocratique du Congo et la République Centrafricaine. IPIS tente d'apporter des pièces manquantes au puzzle d'une région déjà sinistrée par des années de conflit. Ce nouveau rapport constitue une nouvelle pièce à ce puzzle. Au fur et à mesure de la progression de ce travail, de plus en plus de liens apparaissent et facilitent donc une analyse régionale.

Par conséquent, certains groupés armés déjà mentionnés dans de précédentes publications de IPIS réapparaissent dans ce rapport. Certains de ces groupes, n'ayant reçu que peu d'attention lors de précédents rapports (LRA, Maï-Maï Simba) seront maintenant discutés en plus amples détails.

La province Orientale est la province la plus vaste de la RDC. Avec une superficie de 503.239 km<sup>2</sup>, elle occupe plus de 20% de la totalité du territoire.<sup>1</sup> C'est également la province qui, pendant les guerres congolaises, a abrité le plus grand nombre de groupes armés de toutes parts. Pratiquement chacun des groupes rebelles contrôlait une partie de son territoire lors des rébellions entre 1998 et 2003. Le RCD (Goma) contrôlait la ville de Kisangani et une partie du district de la Tshopo, le RCD/N des parties des districts du Haut-Uele et de la Tshopo, le RCD/KML contrôlait le district de l'Ituri pendant un temps, alors que le MLC tenait le Bas-Uele et des parties du Tshopo et du Haut-Uele. Après les rébellions, le district de l'Ituri a continué de souffrir de conflits armés, par des milices ethniques (appuyées par des patrons étatiques) faisant une guerre d'une violence inouïe.

Ce rapport décrit la présence de groupes armés et d'unités de l'armée dans cette vaste province du Congo pendant la seconde moitié de 2009 (de juillet à novembre) et analyse leurs comportements et leurs motivations. Une attention particulière est portée sur les mois les plus récents de cette période.

<sup>1</sup> Unité de Pilotage du Processus DSRP du Ministère du Plan, *Monographie de la Province Orientale*, mars 2005, p. 8.

Dans une première partie, les différents groupes armés sont présentés. Leur force est discutée tout comme leur structure et leur leadership. Un bref résumé de leur genèse est donné et leur agenda officiel est discuté.

Comment tous les rapports cartographiques produits par IPIS, cette 'Cartographie des motivations derrière les conflits : Province Orientale (RDC) inclue un nombre de cartes interactives montrant les informations utilisées dans l'analyse ci-dessous et bien plus. Une explication des différentes cartes, leur contenu et les sources sur lesquelles elles sont basées constitueront la deuxième partie de ce rapport. Vu que des opérations militaires sont exécutées contre tous les groupes armés, la situation sur le terrain est très variable, rendant la collecte d'information très difficile. Par conséquent, les cartes ne contiennent que quelques positions fixes des groupes armés et représentent plutôt les zones de contrôle.

La troisième et ultime partie de ce rapport se présente sous forme d'un chapitre analytique utilisant les données extraites des cartes, et en les combinant avec les informations obtenues lors d'interviews et la documentation disponible. Avec la synthèse de ces éléments, ce chapitre tente de répondre à la question suivante : Pourquoi une unité armée spécifique opère-t-elle dans un endroit particulier ? La réponse à cette question demande la prise en compte de divers facteurs, tels que les griefs, le profit ou l'autodéfense.<sup>2</sup>

En tout, plus de quatre semaines de travail de terrain par une équipe de deux chercheurs de IPIS et plusieurs mois de consultation dans la documentation disponible ont précédé ce rapport.

Il est difficile de trouver des informations (de sécurité) fiables dans une région en conflit. Par conséquent, les données de nos cartes ne sont pas exhaustives, bien qu'elles donnent une appréciation claire de la situation. IPIS accueille avec ouverture n'importe quelles informations ou éventuelles corrections qui pourraient s'ajouter à ses cartes interactives ([mapping@ipisresearch.be](mailto:mapping@ipisresearch.be)). Ces cartes n'ont pas simplement pour but de fournir des réponses, elles se présentent également comme une manière de soulever des points d'interrogation. Nous invitons tout un chacun à les utiliser comme un cadre de réflexion et d'action.

---

<sup>2</sup> Pour plus d'informations sur la méthodologie cartographique de IPIS, consulter le brouillon d'un manuel (en anglais) sur : [http://www.ipisresearch.be/maps/Handbook\\_Aug2008.pdf](http://www.ipisresearch.be/maps/Handbook_Aug2008.pdf).



Patrouille de la MONUC venant de Bogoro (IPIS, 2009)

# Partie 1 : les acteurs des conflits

## 1.1. L'Armée de Résistance du Seigneur

**Les titres dans les encadrés blancs renvoient le lecteur à la carte qu'il faut consulter pendant la lecture du texte**

Les titres dans les encadrés blancs renvoient le lecteur à la carte qu'il faut consulter pendant la lecture du texte

L'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) est un des groupes armés les plus infâmes de l'histoire récente. Elle a l'honneur pour le moins douteux d'être le premier groupe armé à avoir été mis en accusation par la Cour Pénale Internationale à La Haye. Les atrocités commises par la LRA, le plus caractérisées par une brutalité extrême, sont devenues des cas d'école concernant les violations des droits de l'Homme.

Le leader principal de la LRA se nomme Joseph Kony. C'est un 'Ajwaka' ou médium (aussi un guérisseur d'esprit/shaman) du peuple des Acholi dans le nord de l'Uganda.

Kony a été à la tête de milices armées en Uganda depuis les années 80.<sup>3</sup>

Les premières unités de la LRA s'établissant en RDC arrivèrent en septembre 2005. Initialement, la présence de la LRA en RDC n'était que discrète. Le groupe armé s'était installé dans le parc de la Garamba, où ses soldats pratiquaient l'agriculture, le braconnage et l'extraction minière. Jusqu'en septembre 2008, la LRA n'était pas menacée militairement<sup>4</sup>, et ses soldats n'ont commis que peu d'actes de violence envers la population congolaise.<sup>5</sup> En septembre 2008, la MONUC a assisté les forces armées congolaises avec le

<sup>3</sup> T. Allen, *Trial Justice. The International Criminal Court and the Lord's Resistance Army*, Zed Books, Londres, 2006, pp. 25-52.

<sup>4</sup> La seule exception était une opération secrète menée par les Forces Spéciales Guatémaltèques qui fut exécutée en janvier 2006 et se termina avec la mort dramatique de 8 casques bleus.

<sup>5</sup> Ils ont cependant mené plusieurs opérations dans les pays limitrophes du Soudan et de la RCA. De plus, il est à noter que sur la majeure partie de cette période une série de négociations de paix ont été menées à Juba (sud Soudan). Ces pourparlers se sont déroulés entre juillet 2006 et novembre 2008. Un accord avait été conclu et la paix semblait acquise mais Kony ne s'est pas présenté à la cérémonie de signature. D'autres cérémonies ont été planifiées mais Kony ne s'y est jamais rendu. La dernière en date aurait dû se dérouler le 29 novembre 2008.

lancement de la première opération *Rudia* ('Retour') contre les rebelles ougandais. En conséquence, la LRA a commencé à cibler la population locale congolaise. Le 14 décembre 2008, une grande offensive, menée par les militaires ougandais, fût lancée contre les rebelles. Cette opération baptisée *Lightning Thunder* ('Coup de tonnerre') a amené les rebelles de la LRA à user de nouvelles représailles contre la population civile, ce qui a culminé quelques jours plus tard vers une série de meurtres en masse, nommés les 'Massacres de Noël'.<sup>6</sup> L'opération *Lightning Thunder* a chassé la LRA de ses bases dans le Parc de la Garamba. Cela a causé la désintégration du groupe en un nombre de petites unités prenant la fuite dans plusieurs directions, et perpétrant un nombre apparemment infini de graves violations des droits de l'Homme contre la population civile. L'opération a pris fin officiellement le 15 mars 2009 et a été succédée par 'Rudia II' deux mois plus tard. Cette dernière opération est proclamée comme étant exécutée uniquement par des forces de combat congolaises.

### Armed Groups

La présente structure et la force de la LRA est difficile à estimer. Les endroits où ils se cachent sont écartés et peu peuplés. Ses combattants sont pour

le moment dispersés sur au moins trois pays différents (la RDC, la République Centrafricaine [ENCADRE 1] et le Soudan). De plus, 4 armées différentes leur livrent combat (l'UPDF, les FARDC, la SPLA et les FACA). Chacune de ces armées n'a que des renseignements partiels et est inclinée à répandre des informations selon les besoins de son propre agenda.

Avant le début de l'opération Rudia II, les renseignements sur les positions et la force de combat de la LRA étaient assez univoques. Les rebelles étaient basés en RDC et comptaient environ 700 combattants dans leurs rangs. Ils possédaient plus de 500 armes à feu, quelques mitrailleuses et environ 5 lanceurs de roquettes. Leurs troupes étaient organisées en 5 unités majeures, dont deux étaient des unités de protection et les autres trois constituant la 'division' opérationnelle de la LRA. Le mouvement avait à sa tête un haut commandement d'officiers avec des compétences spécifiques (par exemple la formation, l'approvisionnement mais aussi les 'affaires religieuses'). A part le Général Kony, commandant général, les autres commandants les plus importants étaient le Major Général Okot Odhiambo (commandant de l'armée) et le Commandant de Brigade Dominic Ongwen (G3, Commandant en Chef des opérations militaires).<sup>7</sup>

Les estimations de la force totale de la LRA et de leurs positions transfrontalières en novembre 2009 varient. Quelques sources mentionnent un nombre total de plus ou moins 200 combattants. D'autres sources estiment le nombre de combattants à 300 ou plus.<sup>8</sup> Quoiqu'il en soit, la capacité de la LRA a clairement

### ENCADRE 1: La LRA en République Centrafricaine

Bien que plusieurs petits groupes de combattants de la LRA restent dans les districts congolais du Haut-Uele et du Bas-Uele, il y a matière à penser que le plus gros des rangs de la LRA sont actuellement en République Centrafricaine. En janvier 2010, il a été fait rapport de la présence de petits groupes de la LRA actifs dans la préfecture centrafricaine du Haut Mbomou, près d'Obo et la forêt de Gbassibiri. Cependant, le groupe principal, Kony inclus et s'estimant à 150 combattants, a bougé plus au nord. Selon certaines sources, Kony pourrait déjà être passé au Darfour après avoir traversé le no man's land au sud de Sam-Ouandja. D'autres sources indiquent que le groupe pourrait encore se cacher dans cette zone inhabitée. D'une manière ou d'une autre, l'UPDF a déployé entre 200 et 500 soldats à Sam-Ouandja.<sup>1</sup> Alors qu'Odhiambo est soupçonné d'avoir franchi la frontière pour entrer en RCA aussi, Ongwen est présumé être resté en RDC.<sup>2</sup>

<sup>1</sup> Correspondance email entre IPIS et des sources de l'ONU et humanitaires en RCA, janvier 2010.

<sup>2</sup> Document confidentiel de l'ONU, octobre 2009.

<sup>6</sup> Human Rights Watch, *Les massacres de Noël. Attaques de la LRA contre les civils dans le nord du Congo*, février 2009.

<sup>7</sup> Sources confidentielles.

<sup>8</sup> Les estimations les plus basses viennent systématiquement des FARDC. Plusieurs sources interrogées par IPIS s'accordent avec l'observation selon laquelle les FARDC ont tendance à minimiser les effectifs de la LRA et ses capacités. De plus, les FARDC minimisent complètement la présence de la LRA sur le sol congolais. Ils affirment que les rebelles ougandais n'ont pas de bases restantes en RDC et qu'ils apparaissent dans la région seulement s'ils ont une mission spécifique à accomplir.



diminué. Bien que les frappes aériennes lancées le 14 décembre 2008 n'ont pas causé de pertes dans les rangs de la LRA, elles les ont forcés à abandonner les 5 campements qu'ils avaient installés sur le territoire congolais.<sup>9</sup> Entre-temps, il se sont divisés en plusieurs groupes, ils ont subi des pertes significatives, et plusieurs commandants importants ont été tués ou se sont rendus.<sup>10</sup>

## **1.2. Milices de l'Ituri**

Les années post-indépendance en Ituri ont été caractérisées par plusieurs explosions de conflits ethniques violents, le plus récent datant de la période 1999-2003. Les tribus protagonistes dans ces conflits ont toujours été les mêmes : les Hema et les Lendu. Leur antagonisme ethnique a des racines dans les luttes pour la terre (et son utilisation) et dans le traitement préférentiel des Hema par les colonisateurs belges.<sup>11</sup>

Bien que le conflit entre les Hema et les Lendu semble déconnecté du contexte plus large des guerres congolaises, ce n'est en fait pas le cas. Entre 1999 et 2003, Kinshasa, Kampala et Kigali ont tous trois apportés leur support à au moins une des milices en Ituri. La genèse de ces milices est un écheveau. De nouveaux mouvements furent créés, des anciens dissous, des groupes ont éclaté, des alliances ont changé etc. Les groupes armés les plus importants encore existants lorsque le troisième (et dernier) programme DDR à été lancé en juillet 2007 étaient le FNI, le FRPI et le MRC (ENCADRE 2).

De même que pour les processus de DDR dans le reste de la RDC, la démobilisation des milices en Ituri a été exécutée avec de grandes difficultés. Après la fin des deux premières phases du processus de DDR (respectivement de septembre 2004 à juin 2005 et de juin à septembre 2006), certaines milices n'étaient toujours pas démobilisées. Une troisième phase de démobilisation a été organisée en juillet 2007, dans laquelle le PNUD a joué un rôle clé. Le succès de cette opération n'en a été que partiel. Sur les trois milices restantes, une de celles-ci (le FRPI) ne s'est pas présentée aux sites de transit, et une autre (le FNI) s'est présentée avec seulement la moitié du nombre de combattants escompté.<sup>12</sup>

### **ENCADRE 2: Courte vue d'ensemble des plus importantes milices restantes en Ituri avant le début de la 3ème phase du programme DDR.**

#### **FNI (*Front des Nationalistes et Intégrationnistes*)**

- Leaders les plus importants : Peter Karim (maintenant intégré aux FARDC) ; Joseph Désiré Tchura (président actuel)
- Composition ethnique : Lendu
- Nombre proclamé de combattants restants: 602

#### **FRPI (*Forces de Résistance Patriotique de l'Ituri*)**

- Leaders les plus importants : Cobra Matata (maintenant intégré aux FARDC), Germain Katanga (en phase de jugement devant la CPI à La Haye)
- Composition ethnique : Ngiti (Lendu Bindi)
- Nombre proclamé de combattants restants : 3.495

#### **MRC (*Mouvement Révolutionnaire Congolais*) 1**

- Leader le plus important : Mathieu Ngudjolo (en phase de jugement devant la CPI à La Haye)
- Composition ethnique : mixte
- Nombre proclamé de combattants restants : 568

<sup>1</sup> L'UPC (Union des Patriotes Congolais) ne figure pas dans cette liste. Son leader le plus connu, Thomas Lubanga, avait déjà été arrêté en mars 2005 et ultérieurement envoyé à La Haye, un an après. Quelques-uns des combattants restants de l'UPC ont rejoint les rangs du MRC, créée en juin 2006. Bosco Ntaganda, leader du CNDP, qui a délogé Laurent Nkunda, était aussi un membre du MRC.

<sup>9</sup> Un ensemble de quatre camps au sud de Suke (immédiatement à l'ouest du Parc national de la Garamba) et une base arrière plus à l'ouest, au nord de Pilipili.

<sup>10</sup> A notre connaissance, sur les six Brigadiers et Généraux actifs avant le début de l'opération *Lightning Thunder*, seulement trois restent en liberté. Les Brigadiers Ocan Bunia et Bok Abudema ont été tués, alors que le Brigadier Nixman Oryang (Opuk) a été capturé. Cependant, il est à noter que les trois leaders les plus importants (voir ci-dessus), tous incriminés par la CPI, seraient encore actifs.

<sup>11</sup> International Crisis Group, *Maintaining Momentum in the Congo: The Ituri Problem*, Rapport Afrique N°84, août 2004, p.2.

<sup>12</sup> International Crisis group, *Congo : Quatre priorités pour une paix durable en Ituri*, Rapport Afrique N°140, mai 2008, pp. 3-4.

A cause du processus incomplet de DDR, un risque clair persiste que certains de ces groupes armés ne se ravivent. C'est exactement ce qui s'est passé lorsque soudainement en octobre 2008 une nouvelle milice, le FPJC (Front Populaire pour la Justice au Congo) est apparue. Sharif Manda, leader du FPJC, a essayé de rallier sous son autorité quelques-uns des chefs de milices restantes en Ituri. Exceptionnellement dans cette région, son mouvement était multiethnique. Initialement, sa tentative semblait plutôt réussie.<sup>13</sup> Il était capable d'exercer une influence sur plusieurs commandants présents sur le terrain.<sup>14</sup> Au moment de l'écriture de ce rapport pourtant, il a clairement perdu le contrôle qu'il exerçait. Sharif réside à Kampala, très loin des combattants sur le terrain qu'il entend représenter. Il est dépourvu de fonds et a un besoin permanent de médicaments pour combattre son diabète sévère. Il a été fait rapport que Sharif a essayé de lier son mouvement à d'autres groupes armés dans la région, mais cette tentative a échoué.<sup>15</sup>



Usine SOKIMO ruinée sur les mines d'or de Mongbwalu (IPIS, 2009)

Presque un an après l'intensification soudaine des activités miliciennes en octobre 2008, les FARDC ont lancé une opération militaire nommée *Iron Stone* (Pierre d'acier) pour rétablir la sécurité dans

#### Armed Groups

le district de l'Ituri. Fin 2009, les milices des territoires d'Irumu et de Djugu ont été considérablement affaiblies. En novembre, il ne restait que deux groupes présents. Le premier et le plus important de ces deux groupes tient son quartier général dans la région de Poto Poto près de Fichama (Irumu). Ce groupe est le seul à avoir la capacité de combat d'une compagnie (environ 200 combattants). Son leader est Mdabu Adirobu. Ce groupe est actif dans cette région depuis quelques années. Avant l'émergence du FPJC, ce groupe était connu sous l'acronyme FRPI. Mdabu est un de ces chefs de milices qui a temporairement semblé accepter l'autorité de Sharif Manda, mais l'a rejetée par après. Le FRPI n'a pas d'objectif politique clair. Le groupe a de temps à autres demandé la libération de ses officiers arrêtés, mais a aussi exprimé de griefs à propos du délaissement de l'Ituri.<sup>16</sup> Mbadu lui-même serait insatisfait avec le rang qu'il recevrait s'il rejoignait les FARDC.<sup>17</sup>

Un deuxième groupe restant est une milice bien plus petite sous le commandant du 'Colonel' Baraka Ngona. Le champ d'action du groupe Baraka est la partie orientale du territoire de Djugu. Sa base d'opérations se situe dans la région de Gogo/Tchey près du lac Albert. Baraka contrôle un groupe de 25-40 combattants Hema. Il est estimé que son groupe possède un fusil d'assaut pour trois combattants.<sup>18</sup>

<sup>13</sup> Bien que toutes les sources consultées par IPIS sur cette affaire s'accordent à dire qu'actuellement il n'y a pas de support ougandais pour aucune des milices en Ituri, il est moins clair si un tel support n'a pas été donné quand le FPJC fut créée.

<sup>14</sup> Interviews de IPIS avec des officiers de la MONUC à Bunia, réalisées en octobre et novembre 2009.

<sup>15</sup> Interviews de IPIS avec des observateurs internationaux à Bunia, réalisées en octobre 2009.

<sup>16</sup> Interviews de IPIS avec des officiers de la MONUC à Bunia, réalisées en octobre et novembre 2009.

<sup>17</sup> Interview de IPIS avec un officier des FARDC à Bunia, réalisée en octobre 2009.

<sup>18</sup> Ibidem.

### 1.3. Maï-Maï

<b>Armed Groups</b>
---------------------

<b>Province Orientale</b>
-------------------------------

En comparaison avec toutes les autres provinces de l'est de la RDC, il ne reste que peu de milices maï-maï actives en Orientale. Deux groupes significatifs continuent d'y opérer, et tous les deux gardent leurs positions dans le coin sud-est de la province où le Parc national de la Maïko est situé. Le parc s'étale sur les provinces du Nord-Kivu, du Maniema et de l'Orientale (où il est complètement dans les limites du vaste territoire de Bafwasende).

Le groupe maï-maï le plus actif est une milice ethnique du peuple des Kumu. A sa tête s'y trouve le Major Luc Yabili.<sup>19</sup> Comme pour la majorité des groupes maï-maï, l'estimation du nombre exact de combattants est difficile à établir, mais en considérant le fait que le Major Luc a recruté dans tous les villages du secteur de Bakumu d'Angumu, leur nombre pourrait être considérable. Il a des partisans armés dans au moins 21 villages.<sup>20</sup> Les 'Maï-Maï Kumu' existent depuis presque 40 ans, et pendant ces années ils ont avancé plusieurs motivations différentes pour prendre les armes.<sup>21</sup> Ils ont demandé compensation pour les populations locales quand le parc de la Maïko fût créé, ils ont prétendu protéger la terre contre l'intrusion de l'AFDL 'étrangère' (rwandaise), ils ont été impliqués dans un conflit ethnique avec la population voisine des Rubi etc.<sup>22</sup> En ce moment, ils ne cachent pas leur intention d'interdire tout 'étranger' (les FARDC inclus) à venir miner dans 'leurs' territoires.<sup>23</sup>

En novembre 2009, les Maï-Maï Kumu étaient sous pression des opérations des FARDC contre eux. Ils avaient déjà perdu la ville de Opienge qu'ils avaient capturé en mars de la même année. Les renseignements sur la continuation des opérations des FARDC sont très rares car les combats se passent maintenant dans des endroits peu accessibles dans le parc.<sup>24</sup> Avant le début des opérations, le quartier général des Maï-Maï était dit être situé à Bayangana.<sup>25</sup> Dans le passé, d'autres places fortes étaient Balobe et Elonga.<sup>26</sup>

Un deuxième groupe de Maï-Maï est actif dans le territoire de Bafwasende, les Simba. Les Simba sont présents dans la partie sud-ouest du Parc national de la Maïko. Leur champ d'action inclue le territoire de Lubutu dans la province de Maniema où leur quartier général est situé.<sup>27</sup> L'origine des Maï-Maï Simba remonte à 1964. Pierre Mulele en était le premier leader. C'était un Lumumbiste qui était retourné en RDC en 1963 pour lancer une des premières luttes révolutionnaires contre un état néocolonial en Afrique.<sup>28</sup> Les ambitions des Simba à cette époque se trouvaient au niveau national. Leur agenda aujourd'hui n'est pas clair, mais clairement plus limité.

La composition ethnique actuelle des Maï-Maï Simba est principalement kumu. Conséquemment, les Simba semblent profiter d'un support discret des populations kumu, qui sont réputées être d'enthousiastes mineurs. Des tensions sont régulièrement observées entre les populations kumu et songola, une autre tribu immigrée avec plusieurs intellectuels et cadres exécutifs.<sup>29</sup>

Les Maï-Maï Simba sont commandés par 3 seigneurs de guerre non intégrés collaborant ensemble : Mando, Mila et Bukuyu. Les estimations de leurs forces varient de 800 à plus de 1000 combattants.<sup>30</sup>

Plus d'une fois les Simba ont annoncé qu'ils voudraient s'engager dans le processus de brassage, mais à

<sup>19</sup> 'Major Luc' est devenu le commandant des Maï-Maï Kumu en 2004 alors qu'il était le seul leader à refuser de quitter la brousse afin d'intégrer les FARDC.

<sup>20</sup> Rapport confidentiel non publié sur Bafwasende par un expert régional, juin 2009.

<sup>21</sup> Ils sont aussi changés de composition. Ils ont formé et brisé des alliances dans le passé, et plusieurs combattants ont été démobilisés.

<sup>22</sup> Rapport confidentiel non publié sur Bafwasende par un expert régional, juin 2009.

<sup>23</sup> Interview de IPIS à Kisangani avec une ONG locale travaillant à Opienge, réalisée en novembre 2009.

<sup>24</sup> Interview téléphonique de IPIS avec un employé d'ONG à Opienge, réalisée en novembre 2009.

<sup>25</sup> Rapport confidentiel non publié sur Bafwasende par un expert régional, juin 2009.

<sup>26</sup> Rapport confidentiel de l'ONU, mai 2008.

<sup>27</sup> Dans le village de Silisa, secteur de Bitule.

<sup>28</sup> G. Nzongola-Ntalaja, *The Congo from Leopold to Kabila: A People's History*, Zed Books Ltd., Londres, 2002, pp. 121-140.

<sup>29</sup> Interview réalisée par IPIS avec des officiels de la MONUC à Kindu, octobre 2009.

<sup>30</sup> *Ibidem*.

chaque ils ont mis un terme à leur participation. En mars 2009, par exemple, le Colonel Mando et 276 de ses hommes étaient supposés intégrer les rangs des FARDC, mais le Colonel a fui le centre de brassage, et il est rapporté que ses hommes ont continué de harceler la population dans le territoire de Lubutu.<sup>31</sup>

## 1.4. FARDC

### FARDC

Les forces terrestres comme navales des FARDC sont déployées en Orientale. Le contingent des forces terrestres est considérable.

L'équivalent de presque sept Brigades de l'armée congolaise est déployé à travers les différents districts. Quelques-unes de ces unités sont positionnées dans des zones stratégiques, mais une large majorité participe aux opérations actuelles contre les groupes armés. En ce moment, il y a trois zones d'opérations militaires en Orientale. La plus grande opération est Rudia II contre la LRA, pour laquelle neuf bataillons sont déployés dans les districts du Haut Uele et du Bas Uele. Chacun de ces bataillons s'est vu attribuer un nom d'animal ou de créature dangereux. Le commandement opérationnel de Rudia II est situé à Dungu.<sup>32</sup>

Une deuxième opération actuelle des FARDC se nomme *Iron Stone*, dirigée contre les milices restantes en Ituri. Le quartier général de l'opération *Iron Stone* est situé à Bunia. Officiellement, une Brigade des FARDC (la 13ème) et deux bataillons détachés sont déployés dans le cadre de cette opération. Ils tiennent un nombre de positions dans le territoire d'Irumu. En réalité, deux autres Brigades dans les territoires plus au nord semblent prendre leurs ordres du quartier général de Bunia aussi (au lieu de Kisangani, où le quartier général de la Région Militaire est situé). Même s'ils ne participent pas aux opérations *Iron Stone*, ils sont sous la même chaîne de commandement.<sup>33</sup>

Une troisième et dernière opération en Orientale concerne les groupes restants de Mai-Mai dans le Parc de la Maiko et dans les villages aux alentours. Moins d'une Brigade entière participe à cette action.

Les forces navales des FARDC ont un nombre de positions sur la rivière Congo et sur les rives du lac Albert.

Plus de détails concernant la composition et l'histoire de quelques-unes de ces unités sont ajoutés ci-dessous.

## 1.5. UPDF

Officiellement, il n'y a plus d'unités opérationnelles de l'armée ougandaise déployées sur le territoire congolais. Elles seraient toutes parties depuis la fin de mars 2009, et seuls quelques officiers de liaison et de renseignement sont restés. En réalité pourtant, quelques unités de combat ougandaises continuent d'évoluer en RDC dans le cadre de l'opération anti-LRA.

<sup>31</sup> Source écrite confidentielle de l'ONU, septembre 2009.

<sup>32</sup> Des officiers de liaison de la 9ème Région Militaire sont présents à Dungu et ont clairement beaucoup d'influence. Quand les chercheurs d'IPIS ont visité la base des FARDC et interviewé un Colonel qui était un des commandants de l'opération Rudia II, leurs questions ont largement été répondues par un autre officier présent dans la pièce. Bien que cet officier ait un rang inférieur à celui du Colonel, il lui a coupé la parole plusieurs fois. L'officier subordonné n'était pas un commandant opérationnel de Rudia II, mais servait directement sous les ordres de la 9ème Région Militaire.

<sup>33</sup> Interviews réalisées par IPIS avec des officiers FARDC en Province Orientale, octobre et novembre 2009.



Soldats des FARDC marchant de retour vers leur base à Bambu (IPIS, 2009)



Plaque d'immatriculation de la Province Orientale (IPIS, 2009)

## Partie 2 : Présentation de la collection cartographique

Ci-dessous nous discutons les différentes cartes digitales qui font partie intégrante et sont essentielles à notre analyse.<sup>34</sup> Celles-ci peuvent être consultées sur le site de IPIS : [http://www.ipisresearch.be/mapping\\_orientale.php](http://www.ipisresearch.be/mapping_orientale.php).

Dans l'annexe 2 de ce rapport quelques instructions techniques sont apportées pour l'utilisation des cartes web et leurs spécificités interactives.

### 2.1. Sources cartographiques

La meilleure source cartographique pour la RDC est le Référentiel Géographique Commun (RGC) ([www.rgc.cd](http://www.rgc.cd)). Ses données vectorielles sont basées sur de vieilles cartes topographiques, ce qu'il fait qu'elles ne sont pas très précises, complètes ou actualisées, mais régulièrement de nouveaux apports y sont faits avec des données de plus en plus précises (grâce aux levés GPS et la digitalisation).

IPIS y a ajouté plusieurs endroits (villes et villages), souvent sur la base de descriptions de sources locales ou de l'ONU (localisations approximatives).<sup>35</sup> Quelques endroits répertoriés dans le RGC ont été relocalisés quand des levés GPS ou de récentes digitalisations étaient disponibles par le biais d'autres sources.<sup>36</sup>

D'autres sources plus spécifiques sont mentionnées ci-dessous dans la discussion des différentes cartes.

<sup>34</sup> Pour plus d'informations sur l'utilisation de cartes dans les rapports de IPIS, voir le brouillon d'un manuel méthodologique (en anglais) sur : [http://www.ipisresearch.be/maps/Handbook\\_Aug2008.pdf](http://www.ipisresearch.be/maps/Handbook_Aug2008.pdf). Cet ouvrage explique comment les différentes cartes sont utilisées afin de construire et de soutenir certains arguments présentés dans le texte. De plus, certains concepts, comme la distinction entre les cartes dynamiques et les cartes statiques, y sont plus élaborés.

<sup>35</sup> Certaines des localités ajoutées ont été trouvées sur des cartes topographiques plus anciennes venant des Etats-Unis et de l'ex-Union Soviétique. Ces cartes peuvent être consultées sur le site de Harvard, 'AfricaMap' (<http://africamap.harvard.edu>).

<sup>36</sup> La source et 'l'origine' géographiques (ancienne base, numérisation, GPS, approximation) sont indiquées dans la fenêtre d'information qui apparaît en cliquant sur un endroit (respectivement à 'SCE\_GEO' et 'Origine').

## 2.2. La carte de base ‘Province Orientale’

### Province Orientale

La carte de la province Orientale est une carte géographique standard montrant la végétation, l’hydrographie, le recoupement administratif, le système de routes et les localités de la province. De plus, elle contient les aéroports/aérodromes et les aires protégées. Cette carte est une source essentielle d’informations de base qui peut, par exemple, être utilisée pour identifier le lieu de certains événements.

La carte de l’Orientale a été bâtie sur base des données vectorielles du RGC, supplémentées par des données relatives à la couverture du sol provenant du Musée Royal de l’Afrique Centrale de Tervuren (MRAC).

## 2.3. Les cartes ‘dynamiques’

Certaines des cartes montrent une situation spécifique ou un développement qui n’est pas permanent. Elles donnent de l’information qui n’est que valide pour la période étudiée dans ce rapport. Ces cartes sont dynamiques. Elles donnent principalement de l’information sur la guerre et les déploiements de troupes.

### Armed Groups

Une première carte dynamique montre les positions des différents groupes armés. Il y a trois principales zones en Orientale où rebelles et milices sont actives. Tous ces groupes sont militairement (à divers degrés) sous pression. Ils se sont retirés ou ont fui, certains se sont dispersés et leur chaînes de commandement sont devenues opaques. Il est donc difficile de cartographier de telles unités. Par conséquent, la carte des groupes armés montre des rayons d’action plutôt que des positions exactes. Dans le cas des Maï-Maï et des milices de l’Ituri, les champs d’action sont basés sur la localisation de leurs quartiers généraux, et les incidents violents dans lesquels ils ont été impliqués. Concernant la LRA, le groupe le plus dispersé et pour le moment dépourvu de QG, les violations des droits de l’Homme signalées en octobre 2009 constituent la base la plus importante.

### FARDC

Une deuxième carte dynamique montre le déploiement des FARDC dans la province. Ici, la position des bataillons, des compagnies et de quelques unités plus petites est indiquée. Les zones de déploiement des FARDC changent souvent. La carte reflète la situation telle qu’elle était en octobre 2009.

### Incidents

Une troisième carte donne un aperçu des confrontations militaires entre les partis en conflit tout comme les violations des droits de l’Homme dans lesquelles elles ont été impliquées. Les abus des droits de l’Homme sont représentés sur la carte par différents symboles d’après les auteurs de ces abus. Pour chaque événement, de l’information supplémentaire est donnée avec la date exacte, l’endroit et les partis impliqués. La couche des incidents a deux buts. D’une part, elle montre où les éléments armés ont été actifs, d’autre part, elle nous donne l’opportunité d’examiner certains événements spécifiques qui pourraient donner une indication de la motivation des combattants. Les événements inclus dans la couche des incidents sont basés sur les données de plusieurs organes de l’ONU et d’autres rapports disponibles sur les violations des droits de l’Homme et les affrontements dans la région. Pour chaque incident, le type de source est mentionné.

### Land Conflict

Une dernière carte dynamique dans ce rapport fournit de l’information sur les conflits fonciers dans la province. Elle montre où les zones contestées sont situées, et distingue entre les différents types de conflit. La plupart de ces conflits se produisent dans le district de l’Ituri, densément peuplé. Dans les deux districts de l’Uele, des conflits fonciers existent entre les populations autochtones et les Mbororo étrangers. La carte montre les zones où ces éleveurs nomades se sont établis (cf. ci-dessous). Les informations sur l’Ituri ont été prises dans un nombre de rapports extensifs faits par des ONG internationales spécialisées<sup>37</sup>, et supplémentées par quelques éléments recueillis lors de la recherche sur le terrain. Pour les Mbororo, les sources sont citées ci-dessous dans le chapitre ‘Motivations des Mbororo’.

<sup>37</sup> Mongo E., Nkoy Elela A.D. & van Puijenbroek J., *Conflits fonciers en Ituri. Poids du passé et défis pour l’avenir de la paix*, IKV Pax Christi & Réseau Haki na Amani, décembre 2009; RCN Justice & Démocratie, *Les conflits fonciers en Ituri : de l’imposition à la consolidation de la paix*, septembre 2009.

## 2.4. Les cartes ‘statiques’

Des caractéristiques géographiques quasi-permanentes sont présentées dans les cartes statiques. Les cartes dans cette catégorie présentent de l’information sur les caractéristiques de la région qui pourraient attirer la présence et /ou les activités de groupes armés.

### **Natural Resources**

Une question qui reçoit beaucoup d’attention dans le contexte de la RDC est celle des profits de guerre tirés des ressources naturelles du pays. Pour voir où ces ressources peuvent attirer la présence de groupes armés, une carte statique montrant la position des exploitations minières est ajoutée. La carte est basée sur des informations recueillies auprès des bureaux de l’administration minière congolaise,<sup>38</sup> complétées par des éléments obtenus lors d’interviews avec d’autres acteurs actifs dans le secteur. En plus des lieux d’extraction de ressources minérales, la carte des ressources montre aussi les concessions forestières industrielles situées en Orientale.

### **Ethnic**

Une autre carte qui peut être très éclairante dans l’explication des positions et des comportements des groupes armés, est la carte ethnique. C’est une carte très difficile à établir, particulièrement dans des pays comme la RDC, où des données complètes et récentes sont rares, et où une multitude de groupes ethniques vivent côte à côte, particulièrement dans les endroits les plus densément peuplés. Pour les districts de la Tshopo, du Bas-Uele et du Haut-Uele, IPIS a utilisé les données du *People’s Atlas of Africa*.<sup>39</sup> La partie couvrant le district de l’Ituri, le plus peuplé, a été construite à partir de l’ethnie prédominante de chaque collectivité (chefferie, secteur).<sup>40</sup> Des informations ethniques plus détaillées pour chaque collectivité de l’Ituri, sur les différents peuples vivant côte à côte avec l’ethnie majoritaire, peuvent être trouvées sur notre carte des conflits fonciers dans la fenêtre d’information qui apparaît en cliquant sur une collectivité particulière.

### **Land Conflict**

Une dernière carte statique incluse dans cette étude montre les zones où les groupes armés peuvent se dissimuler le plus facilement. Sur la carte, les plus importantes zones de jungle (‘végétation dense’) sont mises en évidence. Nous avons aussi ajouté une zone tampon de 20km autour des villes principales et de 10km autour des routes principales, car nous pouvons supposer que ces zones sont régulièrement patrouillées par les FARDC ou la police.

### **Hideout**

## 2.5. La carte ‘rapports’

### **Report**

La carte ‘rapports’ est une version cartographique de la rubrique ‘pour en savoir plus/ d’autres références’. Elle ne comprend qu’une couche donnant un nombre d’hyperliens. Les liens sont connectés à des endroits spécifiques et redirigent l’utilisateur vers des rapports, des analyses, des articles et d’autres sources sur cette zone spécifique. Les hyperliens vers des documents concernant la sécurité dans l’entière province Orientale ont été attachés à la capitale provinciale, Kisangani.

<sup>38</sup> La Division des Mines de la province Orientale a fourni à IPIS des listes de villages (et rivières) où l’exploitation minière se produit. Aucune coordonnées GPS des sites miniers mêmes ne sont disponibles, rendant la précision de la localisation géographique d’un site minier dépendante de celle du village où le site est situé. Pour plusieurs endroits, les données de la Division des Mines sont limitées. Nous avons donc ajouté un point ‘Zone de référence’ (*Area of reference*) dans la fenêtre d’information de chaque zone minière. Seulement lorsqu’il y est mentionné ‘site(s)’ (c’est-à-dire, la plus petite zone de référence), l’on peut être sûr que les sites miniers mêmes sont situés très proche du symbole sur la carte.

<sup>39</sup> *People’s Atlas of Africa*, par M. Felix et C. Meur, Bruxelles, 2001. Cet atlas a été numérisé par le ‘Center for Geographic Analysis’ de l’Université de Harvard et rendu disponible sur <http://africamap.harvard.edu>.

<sup>40</sup> Données essentiellement de: Mongo E., Nkoy Elela A.D. & van Puijenbroek J., *Conflits fonciers en Ituri. Poids du passé et défis pour l’avenir de la paix*, IKV Pax Christi & Réseau Haki na Amani, décembre 2009.



Orpailleurs (IPIS, 2009)

## Partie 3 : Analyse

### 3.1. Les districts de l'Uele

#### Province Orientale

Les districts de l'Uele sont les deux districts les plus au nord de la province Orientale. Ils partagent leur frontière avec la République Centrafricaine et le Soudan. Dans le courant de l'année 2009, les districts du Haut-Uele et du Bas-Uele sont répétitivement passés dans la couverture médiatique de la RDC. La raison principale en était la traque aux membres de la LRA par la coalition UPDF/FARDC et les représailles des rebelles sur la population civile. La zone est également le théâtre de problèmes de sécurité plus anciens, plus significativement dû à la présence des éleveurs mbororo armés provenant de la République Centrafricaine et du Soudan.

#### A. Motivations de la LRA

#### Armed Groups

Les combattants de la LRA en RDC sont dispersés partout dans le nord de la province Orientale. Tout au long de l'année 2009 ils ont continué à poser problème à la population locale. Pendant la période allant de septembre à octobre 2009, à laquelle cette étude apporte une attention particulière, les zones suivantes ont été affectées par les violences de la LRA.

Dans la partie est de la région septentrionale, des éléments dispersés de la LRA ont mené des attaques contre les villes de Faradje, Watsa et Aba ou aux alentours de celles-ci.

Dans la partie centrale, quelques attaques de la LRA ont été menées près de la frontière avec le Soudan. Mis à part quelques incidents isolés, il semblerait que les activités de la LRA dans cette zone ont perdu en intensité comparé aux mois de l'été 2009.



Dans l'ouest, Bangadi et ses alentours ont été les plus touchés. Qui plus est, de violents incidents contre des civils indiquent qu'un groupe s'est déplacé loin vers l'ouest de la province. Au début du mois d'octobre, par exemple, la ville de Digba a été prise dans une attaque de la LRA, et même aussi loin que dans la ville de Bili des activités de la LRA ont été rapportées. Il est à noter que dans cette dernière partie il n'y a pratiquement aucune présence des FARDC.

Depuis sa première apparition sur le territoire congolais en septembre 2005, la LRA n'a jamais annoncé d'agenda spécifique au regard de la RDC. Les demandes du mouvement ont toujours été dirigées vers Kampala. Des manifestes et des retransmissions radio du passé montrent clairement des griefs liés à des préoccupations politiques, économiques, religieuses, éducatives et judiciaires en Ouganda.<sup>41</sup> Beaucoup de combattants de la LRA continuent de croire qu'ils se battent pour leur peuple, les Acholi, qu'ils croient marginalisés par un régime opprimant. Ce discours continue d'être utilisé dans des écrits politiques, et figurait clairement dans les dernières négociations de Juba qui se tenaient jusqu'en novembre 2008.<sup>42</sup>

<b>Incidents</b>
<b>Hideout</b>

En étudiant les mouvements de la LRA en RDC en 2009 et les incidents dans lesquels elle a été impliquée, il est possible de conclure que c'est un groupe armé en déroute, se battant pour sa survie. Ses revendications politiques concernant Kampala sont clairement moins importantes que sa volonté de survivre, sinon elle ne fuirait pas à des centaines de kilomètres plus loin de la frontière ougandaise. De plus, alors qu'initialement la LRA ne commettait aucune agression contre la population congolaise, elle a plus tard commencé à la cibler spécifiquement et systématiquement. L'étendue des brutalités commises par la LRA doit être soulignée (ENCADRE 3). Comment est-ce que terroriser la population d'un pays voisin pourrait jamais avancer les revendications politiques de la LRA ?

Les motivations de survie de la LRA ne sont pas seulement inspirées par l'opposition à laquelle elle fait face sur le champ de bataille. Kony, Odhiambo et Ongwen sont bien au courant de leur mise en accusation par la CPI. Par conséquent, les négociations avec le gouvernement ougandais ne leur offrent pas de stratégie de sortie étanche. C'était une des

### ENCADRE 3: L'étendue des attaques de la LRA contre la population civile

La carte des 'incidents' attachée à ce rapport illustre clairement l'étendue et l'intensité des violations des droits de l'Homme commises par la LRA. Cependant, elle montre seulement les incidents qui ont été commis entre juin et novembre 2009, quand les opérations Rudia I et *Lightning Thunder* avaient officiellement été terminées. On peut soutenir qu'à ce moment-là le plus grave était déjà passé pour la population congolaise.

En effet, il est important de souligner que certains des abus contre les droits de l'Homme les plus sérieux se sont produits pendant les 9 mois précédents. Dans un rapport spécial, le Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme (BCNUDH) enregistre dans cette période **au moins** :<sup>1</sup>

- 1 200 meurtres de civils, quelque fois précédés par le viol
- 1 400 enlèvements dont au moins 630 enfants et 400 femmes
- quelques milliers de bâtiments détruits et/ou pillés, incluant des écoles, des hôpitaux et des églises
- 200 000 déplacés internes ayant fui la violence

Il est bon de se rappeler que les crimes mentionnés ci-dessus ont été perpétrés par un groupe s'élevant probablement à moins de 600 combattants dans une région très peu peuplée.

<sup>1</sup> Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme, Résumé des missions d'enquête sur les allégations de violations des droits de l'homme commises par l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) dans les territoires des districts du Haut-Uélé et du Bas-Uélé de la province Orientale en République démocratique du Congo, Rapport Spécial, décembre 2009, 26 pp.

<sup>41</sup> T. Allen, *Trial Justice. The International Criminal Court and the Lord's Resistance Army*, Zed Books, Londres, 2006, pp. 43-44.

<sup>42</sup> Van Puijenbroek J. & Plooijer N., *How EnLightning is the Thunder? Study on the Lord's Resistance Army in the border region of DR Congo, Sudan and Uganda*, rapport IKV Pax Christi, février 2009, p. 4.

raisons principales de l'échec du processus de paix de Juba.

Le mode de survie de la LRA en fait une proie facile pour les patrons régionaux qui pourraient mettre à profit la tendance des rebelles à semer le chaos dans leurs environs, en échange de quelques approvisionnements. Par conséquent, des mouvements possibles de la LRA en direction du Tchad ou du Darfour sont à surveiller de près.<sup>43</sup>

### Natural Resources

Il n'existe aucun rapport récent faisant état de profits de guerre par des unités de la LRA et il est très improbable qu'ils soient impliqués dans l'exploitation de ressources naturelles. Sans doute, l'avidité peut être exclue comme motivation conduisant le comportement de la LRA. La seule indication possible du contraire se trouve dans la présence d'éléments de la LRA dans la périphérie de la zones minière de Durba/Watsa. A la fin de l'année 2009, une attaque des combattants de la LRA a été signalée dans un nombre de villages de cette zone.

À cause des mouvements de certains éléments de la LRA plus à l'ouest et au sud, en 2009, le nickel de cette zone fut annoncé comme le nouveau 'minerais de sang'.<sup>44</sup> La zone décrite comme 'Ganga Latina' (en fait, cela devrait être 'Gangala Tina' ou Mont Tina) est en effet connue comme une zone riche en minéraux. Elle est située au sud du territoire de Dungu, près de la frontière avec le territoire de Watsa, et se trouve dans la concession PR 7514 (fer et or) appartenant à Sanzetta Investments Ltd. Toutefois, les rumeurs selon lesquelles un lien possible existerait avec les conflits armés dans la région n'ont pas été confirmées.

## B. Motivations des Mbororo

Pendant la deuxième guerre au Congo les rebelles du MLC occupaient les districts de l'Uele et ont créé un problème spécifique pour les agriculteurs congolais, problème qui persiste aujourd'hui. En 2002, l'administration rebelle a permis aux éleveurs nomades mbororo venant de la RCA de traverser la rivière Oubangui et ainsi d'entrer sur le territoire de la RDC pour y faire paître leur bétail.<sup>45</sup> Depuis ce temps, les Mbororo ont pris l'habitude de traverser la frontière et beaucoup d'entre eux se sont établis en RDC. Ils avaient déjà essayé d'utiliser le territoire congolais auparavant, au début des années 80, mais dans ce temps ils furent repoussés par la Division Spéciale Présidentielle (DSP) de Mobutu.<sup>46</sup>

### Land Conflict

Les Mbororo ont un impact significatif à la fois sur l'agriculture et l'environnement. Leur présence est concentrée sur les territoires de Ango, de Poko et de Dungu (partie ouest). Les troupeaux en pâturage causent des dommages considérables, spécialement aux cultures et aux ressources en eau.<sup>47</sup> De plus, leur présence et les destructions qu'elle engendre provoquent des conflits classiques de type agriculteurs/éleveurs avec la population locale qui ne les accepte pas.

Un recensement organisé au premier semestre 2008 par le Gouverneur de la Province Orientale a révélé la présence de plus de 6000 éleveurs mbororo, possédant en tout plus de 100 000 têtes de bétail. Ils ont en majorité été identifiés comme tchadiens, mais plus de 1000 d'entre eux sont centrafricains ou soudanais.<sup>48</sup> Dans le cadre de ce même recensement, une large portion des Mbororo ont été regroupés sur 4 sites : Banda, Dakwa et Ango dans le territoire de Ango et Bosso dans le territoire de Poko. Toutefois, aucune décision n'avait été prise sur leur sort quand la LRA est arrivée dans la région. La conséquence en

<sup>43</sup> Lors de plusieurs interviews réalisées par IPIS à Kinshasa et Kampala en octobre et novembre 2009, des observateurs politiques et militaires ont mentionné que ces mouvements avaient été signalés. Il semble cependant que ces signalements n'ont pas été confirmés.

<sup>44</sup> Le Potentiel, Après le diamant, l'or, le coltan... La guerre du « nickel » en RDC, 12 octobre 2009.

<sup>45</sup> Procès-verbal de négociation entre la collectivité/chefferie de Sasa et les éleveurs Mbororo, 22 juillet 2002.

<sup>46</sup> Le Commissaire de district du Bas-Uele, Rapport circonstancié adressé à la délégation de l'Union africaine en mission officielle dans notre juridiction sur le dossier Mbororo (éleveur ouest africaine), 12 décembre 2007.

<sup>47</sup> Interviews par IPIS avec plusieurs chefs coutumiers de chefferies du Haut-Uele, faites à Isiro en octobre 2009; Assemblée provinciale - Province Orientale, Rapport synthèse de la mission effectuée dans les districts du Haut-Uele et du Bas-Uele sur le phénomène Mbororo et LRA du 29 janvier au 07 février 2008, avril 2008.

<sup>48</sup> Interview par IPIS avec un député provincial du territoire de Poko, menée à Kisangani en octobre 2009.

fut un déplacement et un éparpillement massif des Mbororo.

Beaucoup de Mbororo possèdent des armes. Ils se sont fournis en armes sur un marché aux armes à feu dans la préfecture de Mboki en République Centrafricaine.<sup>49</sup> Ils utilisent leurs fusils pour protéger leurs troupeaux de bétail des animaux sauvages, qu'ils chassent également,<sup>50</sup> mais ils n'hésitent pas à les utiliser aussi contre la population congolaise locale. Dans la RCA voisine, les Mbororo ont même engagés le feu contre les forces de sécurité centrafricaines à plusieurs occasions en 2007 et 2008.<sup>51</sup>

Dans le courant de l'année 2009, une rumeur courait selon laquelle les Mbororo et la LRA étaient en collaboration. Il était dit que les Mbororo approvisionnaient la LRA, vraisemblablement en armes. Ces rumeurs n'ont jamais été rigoureusement vérifiées. Il est clair que les éléments de la LRA n'étaient pas en sympathie avec les Mbororo au printemps 2009, car lorsque les rebelles battant en retraite sont arrivés dans cette zone, les Mbororo ont fui en panique les sites où ils étaient regroupés. Toutefois, il est possible que par après il y a eu des contacts (individuels) et des échanges.<sup>52</sup>

### C. Motivations des FARDC

#### FARDC

Le déploiement des FARDC dans le cadre de l'opération Rudia II est considérable. Exception faite de la partie ouest du district du Bas-Uele, les FARDC se sont déployés partout dans le nord de la province Orientale, avec le plus gros de leurs troupes concentrées entre Dungu et Faradje. Jusqu'au mois d'octobre 2009, la Garde Républicaine menait les opérations. Quand ils furent déployés au Dungu il y eut relativement peu de signalements d'atteintes aux droits de l'Homme.<sup>53</sup> En outre, ils donnaient vraiment l'impression de s'attaquer aux problèmes posés par la LRA, du moins initialement.<sup>54</sup> Pendant toute la durée qu'a prise l'opération Rudia II, la population locale des districts de l'Uele a signalé avec consistance que les FARDC ont en effet attaqué les positions de la LRA, mais qu'ils ont fréquemment tiré quelques salves vers le ciel avant d'approcher l'ennemi, et qu'ils ne les ont presque jamais pourchassés. Cette approche vise à minimiser le risque de pertes subies, et à chasser l'ennemi sans vraiment le combattre. En octobre, une rotation de troupes a été initiée et le Garde Républicaine a été remplacée par la 93<sup>e</sup> Brigade. Selon plusieurs sources indépendantes cette Brigade est un mélange de 'troupes non ex-rebelles', (beaucoup) de soldats ex-CNDP et même un nombre de FDLR.<sup>55</sup> Dans le court laps de temps depuis leur déploiement dans la zone de Dungu, ils ont commis un nombre considérable de violations des droits de l'Homme.<sup>56</sup> Il est important de noter qu'en octobre 2009 de moins en moins de confrontations militaires entre la LRA et les FARDC ont été signalées. Apparemment, la relève des troupes des FARDC n'a pas apporté une hausse des opérations des FARDC contre la LRA, bien au contraire.

#### Incidents

#### Ethnic

Le déploiement considérable des FARDC dans les districts de l'Uele pourrait aussi s'expliquer d'un point de vue de l'ethnicité. Alors que l'armée congolaise n'a pas toujours réussi à prévenir les violences de la LRA, elle a miné avec succès l'autorité de certains chefs traditionnels dans la région.

Plusieurs sources locales et internationales interviewées par IPIS s'accordent à dire que Kinshasa craignait la création d'un nouveau groupe armé ou même d'un soulèvement populaire dans la région frontalière

<sup>49</sup> Le Commissaire de district du Bas-Uele, Rapport circonstancié adressé à la délégation de l'Union africaine en mission officielle dans notre juridiction sur le dossier Mbororo (éleveur ouest africaine), 12 décembre 2007.

<sup>50</sup> *Les migrations transfrontalières des Mbororo au nord-est de la République Démocratique du Congo. Etude de cas au Haut Uélé et au Bas Uélé*, rapport IKV Pax Christi, avril 2007 ; Assemblée provinciale - Province Orientale, Rapport synthèse de la mission effectuée dans les districts du Haut-Uele et du Bas-Uele sur le phénomène Mbororo et LRA du 29 janvier au 07 février 2008, avril 2008.

<sup>51</sup> Spittaels S. & Hilgert F., *Cartographie des motivations derrière les conflits : la République centrafricaine*, rapport IPIS, février 2009, pp. 20-21.

<sup>52</sup> Une source a affirmé lors d'une interview avec IPIS à Isiro en octobre 2009 qu'il avait entendu le témoignage d'un rescapé de la LRA, lequel avait affirmé que Joseph Kony avait explicitement interdit à ses soldats d'attaquer les Mbororo.

<sup>53</sup> Interviews par IPIS avec des officiels de l'ONU à Kisangani, menées en novembre 2009.

<sup>54</sup> Interview par IPIS à Kinshasa avec un analyste de la MONUC, menée en octobre 2009.

<sup>55</sup> Interviews menées par IPIS à Kinshasa, Kisangani et Dungu en octobre et novembre 2009.

<sup>56</sup> Interviews menées par IPIS avec des officiels de l'ONU à Kisangani et Dungu en novembre 2009.

des districts de l'Uele avec le Soudan et la RCA.<sup>57</sup> De part et d'autre de ces trois frontières s'étale la zone habitée par une même tribu : les Azande. L'autorité traditionnelle parmi les Azande reste forte, et dans les mois précédant le début de Rudia II, la tribu avait clairement exprimé certains griefs (ENCADRE 5). De plus, à cause du manque de réponse ferme de la part du gouvernement congolais et de la MONUC contre les incursions de la LRA, plusieurs unités d'autodéfense se sont établies dans les villes Azande.<sup>58</sup> Initialement, ces unités s'étaient armées d'armes traditionnelles et de fusils de chasse, mais ils ont rapidement étendu leur arsenal avec des fusils d'assaut. Quelques-unes de ces armes ont été achetées ou trouvées sur les champs de bataille, d'autres ont été prises de force à la police congolaise. Il y a même eu des signalements de quelques livraisons par la SPLA.<sup>59</sup>

En général, les unités d'autodéfense ont eu pas mal de succès en terme de sécurité pour la population locale, contre la LRA. Leur effectivité a conduit à une coopération boiteuse avec les FARDC ainsi qu'à plusieurs contacts avec le gouvernement congolais. Le Premier Ministre est allé au Dungu, et une délégation zande lui a rendu visite à Kinshasa.<sup>60</sup> Les relations se sont vite obscurcies à cause d'un manque de confiance mutuelle. Les Azande ont été accusés par les FARDC de foment

#### ENCADRE 4: Sur l'amour-propre des FARDC

L'armée congolaise est souvent critiquée par la population locale et les observateurs internationaux car plusieurs de ses unités commettent de graves violations des droits de l'Homme, à répétition. Bien que les officiers de l'armée soient au courant de cette mauvaise réputation, ils semblent ne pas vraiment y prêter grande attention. Un exemple frappant de cette attitude a été observé par les chercheurs de IPIS au cours d'une interview avec deux des officiers commandants d'une brigade déployée dans les opérations contre la LRA.<sup>1</sup>

Comme mentionné plus haut, les FARDC ont une politique de déni de la présence d'unités armées de la LRA sur le territoire congolais. En toute apparence cette position semble même plus importante pour certains que de sauvegarder l'honneur de l'institution qu'ils représentent. Pas moins de trois fois dans l'interview mentionnée plus haut, les officiers des FARDC ont préféré porter en diffamation leurs propres hommes au lieu de reconnaître que la LRA retenait une présence sur le sol congolais.

L'interview s'est déroulée après que les chercheurs de IPIS furent informés par la MONUC que deux combattants de la LRA étaient faits prisonniers par les FARDC. Quand IPIS est arrivé sur leur base et a demandé une interview avec les deux captifs de la LRA, les officiers au commandement des FARDC ont nié l'existence de ces prisonniers et ont expliqué qu'ils avaient arrêté deux de leurs propres soldats parce qu'ils avaient eu une dispute violente l'un avec l'autre. Quand les chercheurs de IPIS ont insisté sur le fait qu'ils étaient assurés qu'il y avait des captifs de la LRA sur leur base, les FARDC ont répondu que cela relevait d'une confusion. La MONUC avait peut-être fait référence à d'autres soldats des FARDC qui avaient été arrêtés pour avoir harcelé des civils, et qui étaient donc aussi détenus sur la base.

Quelques moments plus tard, un officiel de l'ONU s'est joint à la conversation, demandant aux commandants des FARDC si ils pouvaient fournir quelques renseignements sur une attaque récente de la LRA plus à l'ouest. Encore une fois, les officiers des FARDC ont mis de côté toute référence à la présence d'unités de la LRA sur le territoire de la RDC. Ils ont répondu qu'un incident s'était bien produit, mais entre deux unités des FARDC qui avaient échangé des coups de feu. A cause d'une mauvaise coordination, les deux unités ne s'étaient pas reconnues et avaient donc ouvert le feu.

<sup>1</sup> Interview menée par IPIS à Dungu, novembre 2009.

<sup>57</sup> Interviews menées par IPIS à Kisangani et Dungu en novembre 2009.

<sup>58</sup> Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme, *Résumé des missions d'enquête sur les allégations de violations des droits de l'homme commises par l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) dans les territoires des districts du Haut-Uélé et du Bas-Uélé de la province Orientale en République démocratique du Congo*, Rapport Spécial, décembre 2009, pp. 14-15.

<sup>59</sup> Van Puijenbroek J. & Plooijer N., *How EnLightning is the Thunder? Study on the Lord's Resistance Army in the border region of DR Congo, Sudan and Uganda*, rapport IKV Pax Christi, février 2009, p. 16.

<sup>60</sup> Interviews par IPIS avec plusieurs chefs coutumiers de chefferies du Haut-Uele, faites à Isiro en octobre 2009.

même de conspirer avec la LRA. Leurs chefs traditionnels ont été forcés d'utiliser leur influence sur leur peuple pour les convaincre de démanteler leurs groupes d'autodéfense et de laisser tous les problèmes de sécurité aux mains des FARDC.<sup>61</sup> En novembre 2009, la plupart de ces groupes d'autodéfense avaient cessé leurs activités.

La combinaison d'une structure de pouvoir traditionnelle très forte, des griefs explicites et la formation d'unités de combat tribales a sans doute convaincu les autorités politiques et militaires de Kinshasa à rétablir fermement leur autorité dans cette zone.

**Natural Resources**  
**FARDC**

Le nord de la province Orientale est riche en minéraux précieux et d'autres ressources naturelles qui semblent attractives pour certaines

unités des FARDC, particulièrement celles qui ne participent pas à Rudia II. Peu d'informations circulent, mais il est connu que des unités des FARDC tiennent des positions sur des sites miniers près de Buta, Isiro, Niapu et Watsa-Durba. Il est également à noter qu'à l'exception de Watsa, où une unité des FARDC est déployée dans le cadre des opérations de Rudia II, ce sont des unités 'spéciales' ou 'indépendantes' qui opèrent dans ces villes-là.<sup>62</sup>

### 3.2. Ituri

Le district de l'Ituri constitue une zone des plus densément peuplées de la RDC. Il tient une frontière avec l'Ouganda, pays avec lequel des forts liens économiques et sociaux existent. En termes d'affaires et de commerce, l'Ituri est presque exclusivement tournée vers l'Ouganda. Qui plus est, plusieurs des groupes ethniques de l'Ituri se retrouvent aussi de l'autre côté de la frontière avec l'Ouganda.

**Province Orientale**

Le district est composé de cinq territoires: Aru, Mahagi, Djugu, Irumu et Mambasa.

Des ces territoires, l'Irumu et le Djugu sont ceux qui souffrent encore de la présence considérable d'un nombre de combattants miliciens armés et actifs.

### ENCADRE 5: Le peuple des Azande

Il est estimé qu'avant l'indépendance, quelques 500 000 Azande vivaient sur le territoire actuel de la RDC.<sup>1</sup> De plus récentes estimations dénombrent environ 700 000 Azande établis en RDC, sur le million que compte le peuple, réparti sur la RDC, le sud Soudan et la RCA.<sup>2</sup> Historiquement, les Azande étaient gouvernés par des seigneurs de la guerre et des nobles. Ils étaient organisés en royaumes gouvernés par la classe des nobles, les 'Avungara'. La tradition de chefferies fortes parmi les Azande persiste encore aujourd'hui.<sup>3</sup> Les Azande vivent en RDC, en RCA et au Soudan, mais ils ont beaucoup de griefs en commun. Premièrement, ils souffrent tous de l'extrême violence perpétrée par la LRA. Deuxièmement, ils se sentent tous insuffisamment protégés par leurs gouvernements respectifs. Troisièmement, ils se sentent négligés et politiquement impuissants. Un grand sentiment de solidarité existe parmi les Azande vivant dans ces trois pays frontaliers.<sup>4</sup>

Ce sentiment d'abandon a particulièrement fait surface parmi les Azande congolais, qui déclarent que leurs intérêts ne sont pas représentés à Kinshasa. Les Azande n'ont qu'un élu au parlement national, qui ne participerait à aucun processus politique.<sup>5</sup>

En RDC, les Azande sont concentrés sur les territoires de Dungu, Niangara, Ango, Poko, Bondo, Bambesa, Buta et Aketi.<sup>6</sup>

<sup>1</sup> Baxter P.T.W. & Butt A., *The Azande, and related peoples of the Anglo-Egyptian Sudan and Belgian Congo*, Londres, International African Institute, 1953, p. 13.

<sup>2</sup> Impens K., Essai de bibliographie des Azande, in: *Annales Aequatoria*, No 22, 2001, pp. 449-514.

<sup>3</sup> Van Puijnenbroek J. & Plooijer N., *How EnLightning is the Thunder? Study on the Lord's Resistance Army in the border region of DR Congo, Sudan and Uganda*, rapport IKV Pax Christi, février 2009, p. 20.

<sup>4</sup> Interviews réalisées par IPIS avec des Azande à Isiro et Bangui, menées en octobre 2009 et novembre 2008 respectivement.

<sup>5</sup> Interviews par IPIS avec plusieurs chefs coutumiers de chefferies du Haut-Uele, faites à Isiro en octobre 2009.

<sup>6</sup> Unité de Pilotage du Processus DSRP du Ministère du Plan, *Monographie de la Province Orientale*, mars 2005, pp. 35-36.

<sup>61</sup> Interview menée par IPIS à Kisangani avec un officiel de la MONUC en novembre 2009.

<sup>62</sup> La chaîne de commande de ces unités est difficile à établir, mais il est probable qu'elle soit assez 'spéciale' ou 'indépendante'.

## A. Motivations des milices

Le groupe Baraka a essayé de recruter un nombre de combattants en plus, mais sa tentative a échoué.<sup>63</sup> Le simple fait que le groupe ait essayé d'augmenter ses troupes indique cependant qu'il est toujours motivé à continuer. La question est : d'où vient cette motivation ? Le peu d'informations disponibles semble suggérer que l'avidité est au cœur de cette motivation. Les miliciens Baraka sont considérés comme de simples 'coupeurs de route' et ils sont connus pour leur trafic de bois de construction par le biais du Lac Albert vers l'Ouganda.<sup>64</sup>

<b>Armed Groups</b>
<b>Incidents</b>
<b>Hideout</b>
<b>Incidents</b>

Le FRPI est coincé dans la zone forestière de Poto Poto. D'un point de vue stratégique, c'est une des zones les plus propices pour se cacher dans une région densément peuplée. Les assauts et pillages qu'ils organisent de temps en temps semblent suggérer que le FRPI est constamment à la recherche d'approvisionnement. Le fait que ses miliciens n'engagent que rarement le feu avec les FARDC indique qu'ils restent sur la défensive. Cela dit, le FRPI est clairement moins dans un mode de survie que ne l'est la LRA plus au nord. Ils se cachent peut-être, mais ne sont sûrement pas en fuite. Les combattants du FRPI restent près de leurs zones tribales. Des endroits plus écartés plus à l'ouest pourraient leur donner encore plus de chances de se cacher et ainsi éviter les FARDC. De plus, bien que le FRPI soit pratiquement entouré par les FARDC, il n'y a aucune indication d'une activité diplomatique accrue venant de leur côté. Ils n'ont apparemment aucun empressement à se rendre. Il semble qu'ils ne se sentent que peu menacés dans leur position pourtant précaire. En voyant le nombre

limité de (petites) actions que les FARDC ont menées contre eux après août 2009, leur attitude n'est pas surprenante. En gardant en tête leur comportement décrit au-dessus, il est possible que la milice veuille bien se démobiliser, mais résiste pour le moment afin d'obtenir un meilleur accord avant de le faire.

D'une autre part, il ne peut pas être exclu que le FRPI soit maintenu en vie par certains patrons. Tant bien l'ONU que des sources locales ont signalé que le FRPI a reçu plusieurs visites d'un hélicoptère entre octobre et novembre 2009. Il n'est pas établi que les hélicoptères aient approvisionné la milice, mais lors d'une occasion au moins il a transporté un commandant du FRPI aller-retour vers un hôtel en Ouganda.<sup>65</sup>

<b>Natural Resources</b>
--------------------------

La milice ne contrôle pas de grand site minier. Il est cependant possible que les miliciens se procurent encore un revenu des activités minières. Les combattants du FRPI sont connus pour avoir travaillé dans la zone d'extraction d'or de Bavi, portant des habits civils.<sup>66</sup> Ils ont eu beaucoup d'influence sur le site. Quand les FARDC sont arrivées dans cette zone en mars 2009, les mineurs du FRPI ont mobilisé leurs compagnons miliciens pour les chasser.<sup>67</sup> Entre-temps, le contrôle indirect qu'ils exercent sur les activités minières a considérablement diminué. Il est donc peu probable que le profit soit une importante motivation pour eux.

<b>Land Conflict</b>
----------------------

Les questions foncières et ethniques ne sont plus les moteurs derrière l'action du FRPI. Les conflits fonciers sont importants en Ituri, connue pour la pression qu'y exerce la démographie depuis l'ère coloniale.<sup>68</sup> Les guerres du Congo ont été un facteur contribuant à l'exacerbation du problème : quand ces guerres se sont terminées, un grand nombre de déplacés et de réfugiés sont revenus et ont dû concurrencer avec les nouveaux habitants sur l'espace vital, les terres de culture et de pâturage. Le territoire de Mahagi est le plus touché par les conflits fonciers (c'est également le territoire le plus densément peuplé). Djugu, Irumu et Aru ont des problèmes similaires. Ces problèmes ne peuvent être résolus facilement à cause du manque

<sup>63</sup> Interview par IPIS à Bunia avec un officier des FARDC, menée en novembre 2009.

<sup>64</sup> *Ibidem*.

<sup>65</sup> Interview confidentielle menée par IPIS en novembre 2009.

<sup>66</sup> Bavi est une modeste zone minière, mais très connue de par l'Ituri, car l'or qui en est extrait est réputé pour être d'une pureté incomparable dans le district.

<sup>67</sup> Interview par IPIS à Bunia avec un prêtre travaillant dans la zone de Bavi-Gety, réalisée en novembre 2009.

<sup>68</sup> En fait, les colonisateurs belges avaient prévu des zones d'expansion vers la forêt à l'ouest du district, où de nouvelles générations auraient pu s'établir. Certains endroits ont été débroussaillés mais l'infrastructure de base n'a jamais été construite. Par conséquent, les 'enclaves' n'ont jamais été utilisées et la pression démographique n'a pas été allégée.

de clarté légale sur l'attribution des terres (ENCADRE 6). Dans certains cas ces dernières années, les conflits ont pris des proportions violentes, mais il semble n'y avoir que peu d'interférence des milices.

### Ethnic Incidents

Dans un ultime point sur le FRPI, il est à noter qu'il semble peu probable que la milice continue d'être poussée par des motivations ethniques. Les attaques qui ont été exécutées à la fin 2009 ne montrent aucune logique ethnique. Alors que le FRPI était composé de miliciens Ngiti (Lendu Bindi), ils ont attaqué de nombreux villages traditionnellement Lendu, dont Gety par exemple, où la population en a marre de l'insécurité causée par les milices.<sup>69</sup>

## B. Motivations des FARDC

### FARDC

En considérant l'estimation du nombre total des miliciens qui causent des problèmes de sécurité en Ituri, le déploiement assez massif des FARDC dans le district donne lieu à quelques suspicions, particulièrement alors que plusieurs sources indiquent que les FARDC déployés dans le cadre de l'opération *Iron Stone* ne sont pas vraiment motivés à attaquer les positions restantes des milices.<sup>70</sup> L'attitude des FARDC en Ituri suggère des motivations d'avidité.

Dans le premier chapitre, il a été indiqué que toutes les unités des FARDC déployées en Ituri répondent à la chaîne de commandement de *Iron Stone* (Bunia-Kinshasa). La composition de cette structure de commandement est clairement déséquilibrée, indiquant l'existence d'un réseau séparé au sein de l'armée. La 13<sup>ème</sup> Brigade est la seule unité qui n'a pas d'officiers ex-RCD dans les rangs des commandants supérieurs. Les deux autres brigades, les deux bataillons indépendants et le commandement central à Bunia ont au moins deux officiers ex-RCD parmi les trois commandants supérieurs. Gardant à l'esprit que le commandement de Bunia répond directement de ses actes au commandement central des Forces terrestres à Kinshasa, dont le Général Amisi est à la tête (aussi ex-RCD), ce n'est clairement pas une armée unifiée qui apporte de la sécurité en

## ENCADRE 6: Les conflits fonciers et le droit congolais

La question de l'attribution des terres n'est pas clairement régulée par la loi congolaise existante.

Cependant, depuis la 'loi Bakajika' de 1966, un principe légal de base a été établi et confirmé par de successives législations. Ce principe stipule que l'Etat congolais est le seul propriétaire des terres du pays et des ressources de son sous-sol. Suivant ce principe, tout propriétaire privé doit avoir obtenu une concession de l'Etat et doit la faire inscrire dans le registre foncier. L'Etat peut assigner une parcelle qui n'est pas utilisée dans un but public à un propriétaire privé. Que les personnes physiques de nationalité congolaise peuvent acquérir une parcelle de terre de manière permanente.<sup>1</sup>

Ce principe clair est en contradiction directe avec les systèmes traditionnels d'attribution des terres. Dans un système traditionnel, la distribution des terres dans une communauté est prise en main par son chef. Le chef traditionnel est considérablement limité dans ses choix par un nombre de coutumes, mais cette responsabilité reste un des principaux piliers grâce auquel son autorité s'exerce.<sup>2</sup>

En théorie, le principe de l'Etat comme seul propriétaire abolit le système traditionnel, car, selon la loi congolaise, la 'coutume' n'est que une source de droit si elle ne contredit pas la loi. Cependant, le législateur congolais a décidé en 1973 de maintenir le système traditionnel, en attendant un Décret Présidentiel spécifique. Ce Décret aurait régulé d'anciennes et de futures attributions des terres dans les zones sous autorité traditionnelle, mais jusqu'à aujourd'hui il n'a pas encore été promulgué. Par conséquent, la situation d'incertitude légale persiste.

<sup>1</sup> RCN Justice & Démocratie, *Les conflits fonciers en Ituri de l'imposition à la consolidation de la paix*, septembre 2009, pp. 23-26.

<sup>2</sup> *Ibidem*, pp. 26-27.

<sup>69</sup> Interviews menées par IPIS à Gety avec l'administrateur de la chefferie Walendu Bindi et la population locale, octobre 2009.

<sup>70</sup> Plusieurs interviews menées par IPIS à Bunia avec des experts militaires en octobre et novembre 2009.

Ituri.<sup>71</sup> L'existence d'un tel réseau au sein des FARDC est suspicieuse et soulève la question de savoir s'il sert des intérêts d'affaires.

### Natural Resources

En effet, il y a beaucoup de rapports concernant des éléments des FARDC impliqués dans toutes sortes d'activités lucratives. Un exemple parlant est le secteur forestier dans le district de l'Ituri. A l'exception d'un opérateur officiel (ENRA<sup>72</sup>), tous les abattages en Ituri sont pratiqués par des particuliers et des réseaux informels.<sup>73</sup> D'une part, une large majorité du bois d'abattage est utilisée comme bois de combustion ou pour la production de charbon, qui est une source d'énergie très importante pour la population locale. D'autre part, une quantité importante est exportée vers l'Ouganda et le Kenya, parfois sous la forme de troncs, mais la plupart du temps sous forme de planches sciées. L'exportation informelle du bois est considérable. Les chiffres indiquent qu'il dépasse de loin le commerce officiel en termes de volume.<sup>74</sup>

Des hommes armés, principalement des FARDC, continuent de faire des profits de la coupe de bois informelle.<sup>75</sup> Ils sont particulièrement actifs dans la facilitation de la contrebande de bois à travers les frontières. Des inspecteurs ainsi que d'autres agents publics n'osent

## ENCADRE 7: Major Massamba

Massamba (ex-RCD) est un ancien garde du corps du Général Amisi, le Commandant en Chef des Forces terrestres congolaises. Avant l'affectation du Major en Ituri, il était stationné aussi bien au Katanga qu'au Sud-Kivu. Ses deux précédents déploiements ont été caractérisés par le profit tiré des activités minières, ainsi que de sérieuses violations des droits de l'Homme contre la population et une insubordination contre (certains) de ses supérieurs.

Au Katanga, il a été pendant un temps (d'octobre 2006 à juin 2007) le commandant intérimaire d'une Brigade basée à Pweto. Il était connu pour sa gestion de plusieurs puits sur le site minier de Kapulo.<sup>1</sup> Une série de plaintes pour atteintes aux droits de l'Homme (commises par lui-même et ses troupes) ont été déposées contre lui par la société civile et d'autres organes étatiques. Il a résisté à plusieurs tentatives de remplacement. A un certain moment, il a même donné l'ordre à ses soldats de vider le dépôt d'armes lourdes et de positionner des pièces d'artillerie autour de sa résidence.<sup>2</sup>

Il a finalement été démis de ses fonctions et renvoyé à Kinshasa. Après sa suspension et un séjour forcé dans la capitale, il a été envoyé à Kamituga dans le Sud-Kivu. Après avoir été accusé de violence contre des mineurs d'or là-bas en décembre 2007, il a été renvoyé à l'auditorat militaire.<sup>3</sup>

A l'été 2009, Massamba est réapparu dans une autre zone minière. En tant que commandant adjoint d'un bataillon de la 13<sup>ème</sup> Brigade il était stationné à Bavi. Il est signalé comme avoir commis plusieurs actes de violence et d'avoir forcé les civils à travailler pour lui dans les mines.<sup>4</sup> Il frappa également son supérieur lors d'une dispute, après quoi les deux furent suspendus.<sup>5</sup> En novembre 2009, il était supposé que le Major Massamba était à Bunia, en attente d'une réaffectation.

### Natural Resources

<sup>1</sup> Spittaels S. & Meynen N., *Cartographie des intérêts dans les zones de conflit : le cas du Katanga*, rapport IPIS, août 2007, pp. 38-41.

<sup>2</sup> *Ibidem*.

<sup>3</sup> Radio Okapi, *Kamituga : les militaires interdits dans les zones aurifères*, 13 décembre 2007.

<sup>4</sup> Interview confidentielle menée par IPIS à Bunia en novembre 2009.

<sup>5</sup> Interviews par IPIS avec des officiers FARDC à Bunia en octobre et novembre 2009.

<sup>71</sup> Lorsque IPIS a porté l'attention de cette situation à un membre du gouvernement congolais à Kinshasa en 2009, cette personne a confirmé et ajouté : « cette zone leur a été donnée comme cadeau ».

<sup>72</sup> En octobre 2008, il semblait que ENRA n'était plus autorisée à continuer ses activités d'abattage dans ses deux concessions parce que celles-ci n'avaient pas été acceptées pour la conversion lors de la révision légale des titres forestiers. Après la procédure d'appel, cependant, elle réussit à en garder une.

<sup>73</sup> Rapport confidentiel d'une ONG internationale, 2007.

<sup>74</sup> Debroux, L., Hart, T., Kaimowitz, D., Karsenty, A. & Topa, G. (Eds.), *Forests in Post-Conflict Democratic Republic of Congo: Analysis of a Priority Agenda*. A joint report by teams of the World Bank, CIFOR, CIRAD, AWF, CNONGD, CI, GTF, LINAPYCO, SNV, REPEC, WCS, WHRC, ICRAF and WWF, 2007, 82 pp.

<sup>75</sup> Interviews menées par IPIS au bureau de district du ministère de l'Environnement à Bunia, novembre 2009.



pas interférer avec ces mouvements frontaliers des FARDC, parce qu'ils sont intimidés, impliqués ou les deux. La plupart du bois est transporté au Nord Kivu, où il passe la frontière ougandaise à Kasindi.<sup>76</sup> Le plus gros du bois provenant de l'Ituri quitte le pays sans aucun enregistrement. Les officiels congolais estiment que les exports frauduleux atteignent 66%, voire 80% de l'exportation totale.<sup>77</sup> Dans certains endroits, la participation des FARDC va plus loin que la simple facilitation du commerce, auquel ils prennent une part active comme opérateurs. Dans le passé récent, des équipes de travailleurs des FARDC (des soldats et des civils parfois recrutés de force) ont été signalées dans l'abattage de bois dans les zones de Zeu et de Nioka dans le territoire de Mahagi.<sup>78</sup> D'après certaines informations, des unités des FARDC continuaient d'exploiter le bois et son trafic près du village de Bukiringi dans le territoire d'Irumu en octobre 2009.<sup>79</sup> En novembre 2009, la société civile de l'Ituri a dénoncé des pratiques similaires dans le village de Makofi (territoire de Djugu).<sup>80</sup>

Les activités de coupe en Ituri sont répandues, mais les ressources de bois se réduisent vite. La zone la plus importante pour l'abattage au présent et dans l'avenir se situe dans le territoire de Mambasa.<sup>81</sup> Récemment, de plus en plus de personnes venant du Nord-Kivu y s'installent.

Un autre secteur connu pour l'interférence des FARDC est celui de l'extraction d'or. Un des exemples les plus parlants se voit par le profit que les FARDC dérivent des activités minières d'or à Bavi plus tôt en 2009. L'officier s'occupant de ce commerce est particulièrement intéressant (ENCADRE 7).

#### Natural Resources

La zone la plus riche en termes d'or en Ituri se situe dans la région de Mongbwalu-Kilo. C'est dans cette zone que la 4<sup>ème</sup> Brigade, menée par le Colonel Bonane, a pris ses quartiers généraux dans la ville de Bambu.<sup>82</sup>

#### Province Orientale

Les soldats des FARDC n'ont pas besoin de ressources onéreuses destinées à l'exportation pour faire du profit. La pêche en constitue un bon exemple. La zone de pêche la plus large de l'Ituri, le Lac Albert, est dans un état déplorable après plus de dix années de conflit armé.<sup>83</sup> La perte et les destructions d'équipements de pêche durant les années de guerre et l'accroissement rapide du nombre de pêcheurs par après, ont conduit à la surexploitation de la pêche dans le Lac. Il est possible que les plus grands malfaiteurs dans cette surexploitation soient les Forces navales congolaises et leurs familles. Les soldats pêchent parfois eux-mêmes, mais ils ont aussi des équipes de pêcheurs 'sous leur protection'.<sup>84</sup> Ces équipes se sentent libres d'utiliser du matériel non autorisé ou d'aller pêcher dans des zones de réserves. Les techniques que ces pêcheurs continuent d'appliquer, bien que la loi l'interdise, ont un effet dévastateur sur les réserves de poisson. Par exemple, la technique de pêche pendant la nuit, consistant à attirer des insectes avec des lampes électriques, ce qui attire les poissons allant vers la surface. Un autre exemple est l'utilisation répandue des moustiquaires pour la pêche, afin de remédier au manque de filets de pêche. Les mailles d'une moustiquaire sont trop fines pour une pêche durable. Chaque poisson s'y coince, sans distinction d'âge ou de taille. La surpêche de poissons trop petits a un effet pernicieux sur la survie des espèces et des stocks de poissons généralement, dans le lac.<sup>85</sup>

Il est difficile pour d'autres services d'Etat de réprimander les FARDC car ils craignent des représailles.<sup>86</sup>

<sup>76</sup> Interviews par IPIS avec des travailleurs en ONG, des commerçants et des fonctionnaires à Beni et à Kasindi, novembre 2007.

<sup>77</sup> Rapport confidentiel d'une ONG internationale, 2007.

<sup>78</sup> *Ibidem*.

<sup>79</sup> Interview menée par IPIS avec un officiel de la MONUC à Bunia en octobre 2009.

<sup>80</sup> Radio Okapi, *Ituri : certains officiers FARDC imposent à la population des travaux forcés, la société civile dénonce*, 15 novembre 2009.

<sup>81</sup> Mambasa est un peu une anomalie en comparaison avec les autres territoires de l'Ituri. Sa surface est plus grande que celles de tous les autres territoires de l'Ituri réunis. Sa population se chiffant à presque 300.000 est cependant plus de trois fois plus petite que celle du territoire d'Aru, le deuxième le moins peuplé. De plus, Mambasa est bien moins élevé que le reste du district.

<sup>82</sup> IPIS n'a trouvé aucune preuve de profits systématiques tirés des activités minières d'or dans la contrée par la 4<sup>ème</sup> Brigade, mais il est certain qu'ils y ont une présence massive, et que les soldats fréquentent les sites miniers, prétendant à la recherche de déserteurs (source : interviews menées par IPIS à Mongbwalu en novembre 2009).

<sup>83</sup> Interview menée par IPIS avec l'inspecteur provincial de l'agriculture à Bunia, en octobre 2009.

<sup>84</sup> Pour cette protection, ils sont évidemment payés ou récompensés d'une autre manière.

<sup>85</sup> Une étude scientifique récente par 'Agro Action Allemande', que IPIS n'a malheureusement pas été autorisé à consulter, indique que depuis quelques années au moins 17 des 47 espèces de poisson enregistrées dans le lac Albert n'y sont plus trouvables.

<sup>86</sup> Interview menée par IPIS avec l'inspecteur provincial de l'agriculture à Bunia, en octobre 2009.

Les femmes des soldats font souvent commerce des prises de leurs maris sur les marchés. Il est officiellement interdit de pêcher et de vendre de trop petits poissons sur les marchés, et ceux qui le font peuvent être punis. Les personnes impliquées dans le commerce des poissons des FARDC, cependant, ne se tracassent pas de ces réglementations.<sup>87</sup>

La viande de brousse est une autre source importante de revenu pour les FARDC. Le braconnage très répandu des FARDC a été signalé par d'autres services d'Etat.<sup>88</sup> Il y aurait aussi des indications concernant la combinaison du braconnage avec le trafic d'ivoire. Bien qu'il n'y ait pas assez de preuves pour appuyer l'existence possible d'un commerce organisé, au moins deux récents cas de trafic d'ivoire par les FARDC ont été signalés.<sup>89</sup>

#### FARDC

#### Incidents

Enfin, des officiers FARDC en Ituri tirent un profit d'activités purement criminelles. Les vols constants de voitures de

l'autre côté de la frontière ougandaise en constituent un exemple.<sup>90</sup> Un autre exemple pourrait être le détournement de fonds publics.<sup>91</sup> La 1<sup>ère</sup> Brigade, déployée dans le nord, est particulièrement connue pour ses activités criminelles et ses violations des droits de l'Homme commises contre la population locale. Tout particulièrement, des cas d'extorsion sont signalés, mais aussi des cas de violences sexuelles. La 4<sup>ème</sup> Brigade, ayant ses positions plus au sud, est impliquée aussi dans un nombre de violations des droits de l'Homme inquiétant.

#### Incidents

Bien que dans ce récit beaucoup d'attention soit portée sur les motivations d'avidité au sein des FARDC, leur activité économique ne pourrait être vue entièrement comme de l'enrichissement. Pour beaucoup, c'est une manière de

### ENCADRE 8: Chasse au trésor

Les profits dérivés de l'exploitation minière stimulent sûrement certains individus, des commandants ou des unités entières de groupes armés à continuer de se déployer, de brandir les armes et de maintenir un climat d'insécurité. Ces profits constituent parfois même un facteur de déclenchement, les menant à perpétrer des attaques ou à renforcer certaines de leurs positions.

Il est néanmoins toujours bon de se rappeler que tous les hommes de troupe des rebelles (et des FARDC) et la majeure partie de leurs commandants sont des hommes pauvres avec des familles à soutenir. Ces hommes tentent de générer quelque revenu qui leur apportera et à leur familles de quoi subvenir à leurs besoins mensuels, parce qu'ils savent que leur situation ne s'améliorera pas structurellement dans un avenir proche. Ils rêvent de devenir riches.

Une excellente bien que cynique illustration de cette situation est la pratique de la chasse au trésor. Cette chasse est faite aussi par des civils que par des groupes armés, qui travaillent régulièrement en collaboration. Les chasseurs cherchent des caches contenant de l'or ou d'autres matériaux précieux oubliées par les colonisateurs belges après qu'ils aient fui le pays. Il est généralement cru que ces trésors existent. Par conséquent, certains gens sont systématiquement à leur recherche. Les FARDC ont été impliquées dans certaines de ces recherches. Ils sont souvent renseignés par des civils locaux concernant un certain endroit. Les FARDC et leurs informants s'accordent sur le partage du butin potentiel, après quoi ils lancent une expédition. Sur la route entre Bunia et Bogoro, une statue détruite de Stanley témoigne de ces pratiques. Sa base en béton a été détruite par un projectile lors d'une chasse au trésor caché.<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Interviews menées par IPIS avec des prêtres à Bunia en novembre 2009.

<sup>87</sup> *Idem.*

<sup>88</sup> Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature, Eaux et Forêts, Province Orientale, District de l'Ituri, Coordination de district, *Rapport Annuel 2008.*

<sup>89</sup> Interview confidentielle menée par IPIS à Bunia en novembre 2009.

<sup>90</sup> Source écrite confidentielle de l'ONU, août 2009.

<sup>91</sup> Source écrite confidentielle de l'ONU citant des parlementaires de l'Ituri, octobre 2009. Le détournement d'argent servant à payer les soldats des FARDC a été confirmé à IPIS lors de plusieurs interviews, et certains cas précis ont été donnés en exemple.

survivre (ENCADRE 8). De plus, l'avidité ou la survie ne sont pas les seuls moteurs de leur comportement. A plusieurs occasions, ils ont engagé le feu contre les milices ituriennes et de fait, protégé la population. Cependant, en prenant en considération leur force totale dans la zone, et le nombre limité d'actions qu'ils ont menées dans la deuxième partie de 2009, la protection de la population ne semble pas faire partie de leurs priorités absolues au moment de l'écriture de ce texte.

### C. Motivations derrière le conflit frontalier RDC/Ouganda

#### Province Orientale

Ces dernières années, un nombre limité d'incidents violents s'est déroulé sur la frontière entre l'Ituri et l'Ouganda sur le Lac Albert, impliquant des forces de sécurité congolaises et ougandaises, entraînant plusieurs victimes.<sup>92</sup> Officiellement, ces incidents ont été causés par un conflit frontalier entre les deux pays, ce qui pourrait indiquer des motifs de pouvoir (d'un) des deux partis opposés. Au centre du différend se trouve le statut de l'île de Rukwanzi près de la rive sud du Lac Albert. Rukwanzi est habitée par des pêcheurs congolais, mais l'Ouganda affirmait qu'elle faisait partie de son territoire. Une décision par une commission de démarcation des frontières en septembre 2008 a affirmé que l'île revient à l'Ouganda, et un accord a été signé par les présidents des deux pays.<sup>93</sup>

Cependant, d'autres disputes frontalières restent sans issue. Plus récemment, la frontière méridionale du Lac Albert est devenue un point litigieux. La rivière Semiliki, qui avait été établie dans l'ère coloniale comme frontière entre le Congo belge et le Protectorat britannique de l'Ouganda, a depuis considérablement changé son cours.<sup>94</sup> Enfin, il y a aussi des tensions au nord du Lac Albert.<sup>95</sup>

#### Natural Resources

Cependant, derrière les conflits frontaliers il y a un autre enjeu : le pétrole. La démarcation des frontières entre les deux pays pourrait avoir un impact significatif sur les activités d'exploitation pétrolière. Le pétrole est une ressource qui n'a jamais été exploitée en Orientale, mais qui le sera dans un avenir proche. D'importantes réserves ont été découvertes dans la vallée du Rift de Tanganyika, et elles sont considérées comme commercialisables. Les gisements de pétrole sont partagés avec l'Ouganda où les activités d'exploration ont avancé plus rapidement.<sup>96</sup> Le manque de progrès du côté congolais est causé par une série de changements imprévisibles concernant les contrats et les concessionnaires par les Ministres successifs des hydrocarbures.<sup>97</sup>

En considérant le problème du pétrole, il semblerait que la RDC et l'Ouganda soient plutôt intéressés par l'augmentation de leur pouvoir économique au lieu d'étendre leur territoire.

Une affaire apparentée, bien que moins importante, qui pourrait ajouter aux tensions est la démarcation des zones de pêche. Du côté congolais du lac, les zones de pêche sont sérieusement amoindries, alors que du côté ougandais les stocks de poisson sont bien moins affectés. Les eaux ougandaises ont déjà commencé d'attirer les pêcheurs congolais.<sup>98</sup> Par conséquent, les tensions entre les communautés de pêcheurs, qui existaient auparavant,<sup>99</sup> prennent maintenant de l'ampleur.

<sup>92</sup> International Alert, *Harnessing Oil for Peace and Development in Uganda*, Investing in Peace Briefing Paper, No 2, septembre 2009, pp. 74-75.

<sup>93</sup> Bloomberg, *Congo, Uganda Resolve Row Over Oil-Rich Island in Lake Albert*, 10 septembre 2008.

<sup>94</sup> Interview par IPIIS avec un diplomate belge à Bruxelles, décembre 2009.

<sup>95</sup> Radio Okapi, *Pétrole : l'Ouganda accuse la RDC d'agression et de provocation*, 11 juin 2009.

<sup>96</sup> Reuters, *Congo, Ugandan leaders boost oil, security ties*, 5 mars 2009.

<sup>97</sup> International Alert, *Harnessing Oil for Peace and Development in Uganda*, Investing in Peace Briefing Paper, No 2, septembre 2009, pp. 68-72.

<sup>98</sup> *Ibidem*, pp. 76-77.

<sup>99</sup> Les pêcheurs congolais et ougandais sont connus notamment pour avoir régulièrement volé mutuellement le matériel de pêche de l'un l'autre.

### **3.3. Le territoire de Bafwasende**

#### **A. Motivations des Mai-Mai**

Les deux groupes mai-mai dans le Parc national de la Maiko semblent principalement motivés par l'accapuration de ressources naturelles.

##### **Incidents**

Les troupes du Major Luc n'ont plus aucun agresseur étranger, à l'exception des FDLR, mais IPIS n'a eu vent d'aucune confrontation militaire entre les deux groupes. Si il n'y a pas d'agresseurs, il n'y a alors aucun besoin de se défendre de quelque chose. Une deuxième motivation qui puisse être mise de côté est la survie, puisque jusqu'à récemment ils n'ont pas été vraiment menacés. Dans la première moitié de 2009, la pression militaire sur le groupe armé n'était pas particulièrement haute. Les Mai-Mai ont même réussi à chasser les FARDC d'Opienge, lors d'une offensive en mars. De plus, le Major Luc, qui ne semble pas devoir craindre de poursuites à son encontre, a eu plusieurs occasions de se rendre pacifiquement et d'entrer dans le processus de brassage.<sup>100</sup>

##### **Natural Resources**

Ce qui est révélateur, c'est la présence des Mai-Mai de Luc sur des sites miniers. Dans un passé récent, ses hommes occupaient les mines de Balobe, Angumu et Elonga. Ils étaient connus pour taxer les mineurs artisanaux et ils protégeaient parfois les intérêts de certains hommes d'affaires dans la zone par l'utilisation de la violence.<sup>101</sup>

L'attitude et les motivations des Mai-Mai Simba sont similaires. Quarante ans après leur création, leurs griefs initiaux sont passés dans l'oubli et renverser le régime de Kinshasa n'est clairement plus une priorité.

##### **Incidents**

Il est de même improbable que le comportement des Simba soit conduit par des motifs de survie. Malgré leurs proclamations, ce groupe de Mai-Mai ne défend aucune communauté locale contre une agression externe. Au cours de l'année 2009, pas un seul incident n'a été signalé dans lequel les Simba auraient réagi à une agression armée contre la population locale. Bien au contraire, une série de rapports sur des extorsions à des barrages routiers et l'imposition de taxes locales par le biais de chefs coutumiers indique qu'ils sont une source d'insécurité eux-mêmes.<sup>102</sup> En février 2009, par exemple, les rebelles Simba ont établi de nombreux barrages. Ils affirmaient vouloir stopper l'arrivée des FDLR, mais en réalité ils harcelaient la population locale de manière constante.<sup>103</sup>

##### **Armed Groups**

Les Simba sont présents dans le parc parce qu'ils peuvent y tirer profit des ressources naturelles en relative tranquillité. Ceci pourrait être la seule motivation restante pour leur existence. Au Maniema, à proximité de Silisa, de l'or, des diamants, de coltan et de la cassitérite sont exploités. Les Simba contrôlent l'accès à ces mines et font payer aux mineurs artisanaux (creuseurs) des taxes illégales. Une autre zone importante pour l'exploitation minière contrôlée par les rebelles se trouve dans le territoire de Punia (Maniema) où la zone de Kasese est connue pour son riche sous-sol. La plus grande partie de Kasese est contrôlée par les FARDC, mais les rebelles Simba en contrôlent une partie lucrative aussi.<sup>104</sup>

Enfin, au début de l'année 2009 les Mai-Mai Simba ont même ouvert leur propre commerce de minéraux dans le territoire de Lubutu, où ils ont contraint les employés de la compagnie minière GEMICO à partir.<sup>105</sup>

<sup>100</sup> Il est même allé au centre de brassage de Lukusa pour retourner à Bafwasende après.

<sup>101</sup> Rapport confidentiel de l'ONU, mai 2008.

<sup>102</sup> Source écrite confidentielle de l'ONU, février 2009.

<sup>103</sup> *Ibidem*. Récemment même des éléments des FDLR ont été aperçus parmi les rangs des Simba, indiquant une alliance possible.

<sup>104</sup> Interview par IPIS avec des officiels de la MONUC à Kindu en octobre 2009.

<sup>105</sup> Source écrite confidentielle de l'ONU, février 2009.

Grâce à l'éloignement des zones du parc où ils opèrent, les autorités locales et les observateurs internationaux s'accordent sur le fait que les Mai-Mai ne causent que des problèmes humanitaires limités.<sup>106</sup>

## **B. Motivations des FARDC**

Deux bataillons des FARDC, le 103<sup>ème</sup> et le 908<sup>ème</sup>, sont déployés dans le territoire de Bafwasende. Les renseignements sur leurs opérations militaires contre les Mai-Mai sont rares. Cependant, entre août et novembre 2009, un nombre d'incidents impliquant les FARDC ont été signalés. Les abus présumés impliquant l'armée concernent le travail forcé, la taxation illégale et l'occupation de maisons appartenant à la population locale. Par conséquent, même si les opérations des FARDC contre les Mai-Mai étaient couronnées de succès, la sécurité et le bien-être des populations locales semblent avoir seulement une importance secondaire.

---

<sup>106</sup> Interview par IPIS avec le Gouverneur du Maniema, réalisée en octobre 2009.



Vue de la base de la MONUC à Dungu (IPIS, 2009)

## Conclusion

Les districts de l'Ituri, du Haut- et du Bas-Uele et le territoire de Bafwasende continuent de souffrir de la présence de groupes armés. Alors que l'Ituri a été le principal champ de bataille à la fin des guerres du Congo, en 2009 les districts de l'Uele ont été les principaux champs de guerre.

De manière générale, la puissance des groupes armés dans la province Orientale est limitée, et leurs effectifs ne sont pas nombreux. De plus, il y a une présence considérable de l'armée congolaise (FARDC). La plupart des soldats des FARDC sont déployés dans des opérations militaires contre ces petits groupes armés. Leurs opérations ont éparpillés les différents groupes rebelles et les ont affaiblis. Il n'est pas exclu que les milices de l'Ituri et la LRA reçoivent encore un appui de certains patrons extérieurs, mais même si cet appui existait, il serait assez limité. Les groupes armés ont volé et pillé tout au long de l'année 2009, indiquant qu'ils sont en mal d'approvisionnements en denrées et autres fournitures.

Cependant, les groupes armés ne sont pas encore épuisés. Ils survivent aux opérations des FARDC de quelque manière, et continuent d'être une source d'insécurité. Rien qu'en regardant le nombre de soldats gouvernementaux par rapport aux rebelles, le constat est saisissant. Il en résulte plusieurs explications.

Premièrement, tous les groupes armés, et la LRA en particulier, semblent être presque exclusivement focalisés sur leur survie. Ils n'attaquent pas de cibles stratégiques, ils ne se battent pas pour le contrôle de ressources naturelles et si jamais ils étaient mûs par l'agenda social ou politique qu'ils ont formulé autrefois, leurs griefs ne se reflètent plus dans leur comportement sur le terrain en 2009. La LRA s'est divisée en plusieurs groupes, fuyant dans toutes directions. Les milices ituriennes se cachent dans des zones forestières. La Mai-Mai de Bafwasende se sont retranchées plus loin dans le Parc de la Maiko qu'ils connaissent très bien. Tous ces groupes ont un nombre de vétérans parmi leurs rangs.

Deuxièmement, les hommes de troupe des FARDC étant mal payés et peu entretenus, ne sont pas vraiment motivés à s'engager contre les groupes armés et faire face au problème. Ils préfèrent tenir leurs

positions et dissuader les activités rebelles par leur simple présence, au lieu de risquer leur vie dans un échange de tirs. De plus, faute de solde suffisante, la subsistance et la débrouille deviennent souvent plus importantes pour eux et leurs familles que de faire la guerre.

Troisièmement, plusieurs unités des FARDC, particulièrement en Ituri, sont (ou ont été) impliquées dans des trafics lucratifs de bois et de minéraux. Ces unités, et leurs commandants en premier lieu, ont un intérêt à prolonger leur déploiement.

La motivation principale derrière les conflits armés restants en Orientale est la sécurité. Les FARDC sont la partie belligérante la plus offensive et elles sont déployées pour restaurer la sécurité dans la région. Malheureusement, cette motivation rentre en conflit avec certaines motivations de survie et d'avidité qu'elles ont développées. Dans le cas des groupes armés, la survie est la première motivation de combat, avec possiblement d'autres motifs d'avidité pour les groupes Mai-Mai de Bafwasende.<sup>107</sup>

Entre-temps, la population locale souffre. Tous les belligérants commettent de sérieuses violations des droits de l'Homme. D'une part, les groupes armés semblent être devenus des 'rebelles sans cause'. La LRA et les milices ituriennes ciblent particulièrement la population civile locale lors d'attaques ou de raids. Sans aucun doute, la LRA est de loin le violeur des droits de l'Homme le plus cruel. Qu'est-ce qui pourrait jamais justifier les meurtres et les enlèvements à répétition sur des civils congolais ?

D'autre part, les FARDC échouent dans leur tâche d'apporter une protection suffisante. Plus grave encore, ils trahissent leur mission de protection de leurs concitoyens en commettant beaucoup de violations des droits de l'Homme eux-mêmes, particulièrement dans les domaines de l'extorsion et de la violence sexuelle.

---

<sup>107</sup> Le rôle de l'UPDF n'a pas été discuté. En partie parce que leur déploiement a été fortement réduit depuis mars 2009, mais aussi car peu d'informations à leur sujet sont disponibles. IPIS regrette de ne pas avoir pu comparer les positions de l'UPDF et leur comportement avec d'autres données géographiques.



Enfants aux abords de Gety (IPIS, 2009)

## Recommandations

Les recommandations comprennent des suggestions sur :

- comment les motivations des groupes armés pourraient être supprimées
- comment les FARDC pourraient être amenées à se reprendre la seule motivation qu'ils devraient avoir, la protection du pays et de son peuple.

### Par rapport à la LRA

L'effort de guerre de l'UPDF devrait continuer et Kony capturé.

Les efforts dans le domaine du DRRR doivent être dynamisés car les combattants de la LRA doivent être convaincus qu'ils auront une bien meilleure chance de survivre en se rendant, au lieu de continuer à fuir.

Les FARDC devraient chasser activement les éléments dispersés de la LRA sur son territoire, ne leur permettant ainsi de récupérer et de relier avec leurs compagnons de combat en RCA et/ou au Soudan.

Une bonne relation de travail devra être établie entre la population des Azande et les forces de sécurité congolaises, car ils sont complémentaires. Un nombre de combattants azande pourraient par exemple être officiellement intégrés dans les unités de Rudia II.

La LRA doit être dissuadée de repénétrer en RDC. Par conséquent, la frontière doit être surveillée de près.



### **Par rapport aux milices de l'Ituri**

Un accord devrait être proposé aux milices pour qu'elles se rendent. Cet accord devrait respecter un délai clair, irrévocable et court.

L'on pourrait considérer de subvenir à leurs besoins pendant la période précédant le délai.

S'ils ne s'y conforment pas, une action résolue et immédiate doit être envisagée.

### **Par rapport aux Maï-Maï**

Complémentairement aux opérations en cours, un accord devrait être offert aux Maï-Maï afin qu'ils se rendent. Ils pourraient par exemple se voir offrir la possibilité de travailler comme mineurs artisanaux sur des sites sous contrôle de l'Etat.

Les 7<sup>ème</sup>, 8<sup>ème</sup> et 9<sup>ème</sup> Régions Militaires devraient coopérer dans cette opération.

A long terme, l'autorité complète de l'ICCN sur le Parc de la Maiko doit être rétablie. Un support international est également nécessaire.

### **Par rapport aux FARDC**

Une chaîne de commande claire et unifiée devrait être établie pour marquer de claires responsabilités.

Les FARDC ont urgemment besoin de continuer à se réformer à tous les niveaux pour améliorer leur discipline et leur moral. Un apport international supplémentaire pourrait être nécessaire. Le paiement régulier et suffisant des soldes est une condition préalable.

Une politique nationale doit être adoptée par rapport aux unités des FARDC impliquées dans les bénéfices illégaux liés à l'extraction de ressources naturelles. Des exemples clairs doivent être posés parmi les commandants de même que les hommes de troupe.



Carcasse d'un vieux camion appartenant à la compagnie Kilo Moto à Nizi (IPIS, 2009)

## Annexe 1: Liste des abréviations

AFDL	Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo-Zaïre
BCNUDH	Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme
CNDP	Congrès National pour la Défense du Peuple
CPI	Cour Pénale Internationale
DDR	Désarmement, Démobilisation et Réintégration
DDRRR	Désarmement, Démobilisation, Rapatriement, Réimplantation, Réintégration
DSP	Division Spéciale Présidentielle
ENRA	<i>Enzyme Refiners Association</i>
FACA	Forces Armées Centrafricaines
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FDLR	Forces Démocratiques de Libération du Rwanda
FNI	Front des Nationalistes et Intégrationnistes
FPJC	Front Populaire pour la Justice au Congo
FRPI	Forces de Résistance Patriotique de l'Ituri

GEMICO	Générale des Mines du Congo
ICCN	Institut Congolais pour la Conservation de la Nature
IPIS	<i>International Peace Information Service</i>
LRA	<i>Lord's Resistance Army</i> (Armée de résistance du Seigneur)
MLC	Mouvement pour la Libération du Congo
MONUC	Mission de l'Organisation des Nations Unies en République Démocratique du Congo
MRAC	Musée Royal de l'Afrique Centrale (Tervuren, Belgique)
MRC	Mouvement Révolutionnaire Congolais
OCHA	<i>United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs</i>
OKIMO	Office des mines d'or de Kilo-Moto
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RCA	République Centrafricaine
RCD	Rassemblement Congolais pour la Démocratie
RCD-N	Rassemblement Congolais pour la Démocratie-National
RCD-KML	Rassemblement Congolais pour la Démocratie-Mouvement de Libération
RDC	République Démocratique du Congo
RGC	Référentiel Géographique Commun ( <a href="http://www.rgc.cd">www.rgc.cd</a> )
SPLA	<i>Sudan People's Liberation Army</i>
UNHCR	<i>Office of the United Nations High Commissioner for Refugees</i>
UPC	Union des Patriotes Congolais
UPDF	<i>Uganda People's Defence Force</i>

## Annexe 2 : Comment utiliser les cartes web

NB : Les informations que l'on trouve sur ces cartes web (fenêtres, légendes, ...) sont en anglais.

- Sélectionnez une carte dans le menu déroulant à droite de l'écran (la carte *Reports* - 'Rapports' apparaît dans ce menu, soit la dernière carte de la liste, mais en réalité, la carte que vous voyez est la carte générale de la Province Orientale).
- Vous pouvez retrouver les informations sur les éléments de la carte en cliquant sur l'élément directement sur la carte (le curseur de la souris doit d'abord prendre la forme d'une main). Une fenêtre d'information s'affichera.
- Vous pouvez changer le niveau de détail des cartes en zoomant. Les cartes sont disponibles en trois échelles différentes : 1:5 000 000 (vue initiale), 1:2 500 000 et 1:500 000. Pour zoomer, glissez le bouton dans le coin inférieur gauche vers le signe plus ou faites rouler la roulette de la souris. Pour des raisons de clarté, les noms de plusieurs éléments cartographiques ne se montrent pas quand on visionne la carte à l'échelle maximale mais apparaissent généralement quand on zoome. De même, sur la carte les localités se trouvent parfois trop près l'une de l'autre pour pouvoir cliquer sur chacune séparément et, sur les cartes '*Incidents*', *Natural resources* - 'Ressources naturelles' et *Reports* - 'Rapports', dans certains cas deux (ou plus) symboles se chevauchent. Pour remédier à ce problème, il suffit de cliquer sur le bouton 'Listes' sur l'écran en bas et de sélectionner dans la liste l'endroit spécifique qui vous intéresse. Dans cette liste, le nom d'une localité avec plus d'un incident, minerais ou rapport, est répété autant de fois qu'il y a des incidents, minerais ou rapports.
- Vous pouvez facilement naviguer dans la carte en la déplaçant avec le pointeur de la souris. En double-cliquant sur une position, celle-ci apparaît au centre de la carte.
- Chaque carte est pourvue d'une légende.
- Les cartes présentent une fonction de recherche géographique et thématique avancée qui localise des séries de lettres.
- Vous pouvez également effectuer une recherche thématique en cliquant sur le bouton 'Listes'. En cliquant sur un élément de la liste, cet élément apparaît automatiquement dans la carte avec un zoom et simultanément une fenêtre d'information s'affiche. Notez que les cartes '*Incidents*' et *Natural resources* - 'Ressources naturelles' présentent chacune deux listes : cliquez sur le titre de la liste visible et le titre de l'autre apparaîtra, vous permettant ainsi de la visualiser.
- En cliquant sur le bouton 'Carte de localisation', une petite carte générale s'affiche dans une nouvelle fenêtre dans le coin supérieur gauche de l'écran.

Veuillez noter que, quand vous sélectionnez une carte dans le menu déroulant, il se peut que la carte choisie ne s'affiche pas immédiatement. Veuillez patienter... Il en est de même pour les listes (les cartes *Armed groups* - 'Groupes armés', *Land conflicts* - 'Conflits fonciers' et *Hideout* - 'Refuges' n'ont pas de listes).